

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C – 2017/14307]

17 DECEMBRE 2017. — Arrêté royal établissant le modèle de brochure d'information visé à l'article 62bis, § 3, dernier alinéa du Code civil

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 62bis, § 3, dernier alinéa, du Code civil, remplacé par la loi du 25 juin 2017;

Sur la proposition du Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. La brochure visée à l'article 62bis, § 3, dernier alinéa du Code civil est établie selon le modèle joint en annexe au présent arrêté.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2018.

Art. 3. Le Ministre qui a la Justice dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 17 décembre 2017.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,

K. GEENS

La Secrétaire d'Etat à l'Egalité des chances,

Z. DEMIR

ANNEXE 1

à l'arrêté royal du 17 décembre 2017 établissant la brochure d'information visé à l'article 62bis, § 3, dernier alinéa, du code civil

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C – 2017/14307]

17 DECEMBER 2017. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de informatiebrochure bedoeld in artikel 62bis, § 3, laatste lid van het Burgerlijk Wetboek

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 62bis, § 3, laatste lid, van het Burgerlijk Wetboek, vervangen bij de wet van 25 juni 2017;

Op de voordracht van de Minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De informatiebrochure bedoeld in artikel 62bis, § 3, laatste lid van het Burgerlijk Wetboek wordt vastgesteld volgens het model in bijlage.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2018.

Art. 3. De Minister bevoegd voor Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 17 december 2017.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,

K. GEENS

De Staatssecretaris voor Gelijke kansen,

Z. DEMIR

BIJLAGE 1

bij het koninklijk besluit van 17 december 2017 tot vaststelling van de informatiebrochure bedoeld in artikel 62bis, § 3, laatste lid van het Burgerlijk Wetboek

Changer de prénom et modifier l'enregistrement du sexe à l'état civil

Avant-propos

Vous retrouver confronté-e chaque jour à un prénom et/ou un enregistrement du sexe qui ne correspond pas à vos convictions intimes, ce n'est pas rien. C'est la raison pour laquelle cette loi prévoit la possibilité de faire adapter votre prénom et/ou votre enregistrement du sexe de manière très accessible.

Cette nouvelle loi du 25 juin 2017 permet aux personnes d'être elles-mêmes. Dans le passé, avec la loi du 10 mai 2007, les personnes transgenres devaient subir de nombreux traitements et interventions obligatoires. La nouvelle loi supprime désormais toutes les exigences médicales, autrefois nécessaires, pour faire adapter votre enregistrement du sexe. A présent, seule votre conviction importe. Une déclaration sur l'honneur suffit, ce qui confirme notre rôle d'exemple en matière de droits des holebis et des personnes transgenres en Europe.

Cette nouvelle loi permet également aux mineurs de décider dans quelle direction elles veulent avancer dans la vie. A partir de l'âge de 12 ans, elles peuvent solliciter un changement de prénom et à partir de 16 ans, elles peuvent modifier leur enregistrement du sexe sans être confrontées à de lourdes exigences.

En tant que Ministre de la Justice et Secrétaire d'État à l'Egalité des chances, nous continuerons à bâtir une société dans laquelle tout le monde se sent bien et peut affirmer pleinement sa personnalité et son identité (de genre).

Via cette brochure informative, nous souhaitons avant tout soutenir les personnes désireuses de modifier leur prénom et/ou leur enregistrement du sexe pour ce qui est des démarches administratives. Cette brochure a vu le jour grâce à une coopération intense entre l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes, la Cellule Egalité des Chances, le SPF Justice, les associations pour personnes transgenres et en particulier le Transgender Infopunt, Genres Pluriels et Çavaria. Nous tenons à remercier sincèrement l'ensemble de ces organisations et instances pour leur contribution, leur feed-back et leur soutien.

Koens Geens,

Ministre de la Justice

Zuhal Demir,

Secrétaire d'Etat à l'Egalité des chances

Introduction

Depuis le 1^{er} janvier 2018, il existe une nouvelle façon de modifier votre enregistrement du sexe, c'est-à-dire le « M » ou le « F » sur votre acte de naissance, en effectuant quelques démarches auprès du Service de l'état civil. À l'issue de ces démarches, le M/F sur votre carte d'identité et sur d'autres documents officiels sera modifié.

Cette brochure vous explique précisément ce que vous devez faire pour adapter le M/F sur votre acte de naissance et/ou changer de prénom. Elle décrit également les démarches que les mineurs peuvent entreprendre. Elle vous explique aussi ce que vous pouvez faire en cas de refus éventuel de votre demande et comment revenir à votre précédent enregistrement du sexe ou prénom dans des cas exceptionnels.

Cette brochure vous fournira également de plus amples informations concernant les conséquences juridiques et administratives de la modification de votre enregistrement du sexe ou du changement de votre prénom, ainsi que les coordonnées des services et organisations que vous pouvez contacter pour poser vos questions ou introduire une plainte.

Table des matières

| | |
|--|----|
| Avant-propos..... | 1 |
| Introduction..... | 2 |
| Terminologie | 5 |
| A. PROCÉDURE..... | 6 |
| 1. Comment puis-je adapter le M/F sur mon acte de naissance ?..... | 6 |
| • Qui peut adapter le M/F sur son acte de naissance ? | 6 |
| • La procédure en quelques mots..... | 6 |
| • Où faire votre déclaration ? | 7 |
| • Comment la procédure se déroule-t-elle ? | 7 |
| 2. Comment puis-je modifier mon prénom ?..... | 10 |
| 3. Quelles démarches puis-je entreprendre en tant que mineur-e ? | 12 |
| • Si vous avez atteint l'âge de 12 ans : changement de prénom | 12 |
| • Si vous avez atteint l'âge de 16 ans : modification de la mention M/F | 13 |
| • Si vous avez atteint l'âge de 18 ans ou que vous êtes émancipé-e | 14 |
| 4. Que se passe-t-il si le Service de l'état civil refuse de modifier le M/F sur mon acte de naissance? | 14 |
| 5. Puis-je revenir à mon précédent enregistrement du sexe et/ou prénom ? | 16 |
| • Puis-je revenir à mon précédent enregistrement du sexe ? | 16 |
| • Puis-je à nouveau changer de prénom ? | 16 |
| 6. Mesures transitoires..... | 17 |
| • J'ai déjà réuni les attestations, mais je n'ai pas encore fait de déclaration. Puis-je encore introduire une demande sur base de l'ancienne loi ?..... | 17 |
| • J'ai déjà fait une déclaration, mais mon acte de naissance n'a pas encore été adapté. Que va-t-il se passer ? | 17 |
| B. QUELLES SONT LES CONSÉQUENCES JURIDIQUES ET ADMINISTRATIVES ?..... | 18 |
| 1. Mes informations ont-elles été adaptées partout ? | 18 |
| 2. Documents d'identité..... | 19 |
| • Carte d'identité..... | 19 |
| • Copie ou extrait d'acte de naissance ?..... | 19 |
| • Passeport..... | 20 |
| 3. Liens familiaux et successions | 20 |
| • Acte de mariage..... | 20 |
| • Déclaration de cohabitation légale | 20 |

| | | |
|-----|---|----|
| • | Carnet de mariage de vos parents | 21 |
| • | Filiation | 21 |
| • | Successions | 22 |
| 4. | Sécurité sociale | 22 |
| • | Mutualité | 22 |
| • | INAMI | 22 |
| • | Prestations sociales (allocations de chômage, allocations sécurité sociale, allocations familiales, pension, etc.) | 22 |
| 5. | Mobilité | 23 |
| • | Permis de conduire | 23 |
| • | Certificat d'immatriculation véhicule | 23 |
| • | Abonnement transports en commun | 23 |
| 6. | Logement | 23 |
| • | Propriétaire ou locataire | 23 |
| • | Entreprises d'utilité publique (électricité, eau, gaz, internet, téléphone, etc.) | 23 |
| 7. | Titres d'études | 23 |
| • | Titres d'études de la Communauté française | 24 |
| • | Titres d'études flamands | 24 |
| • | Titres d'études de la Communauté germanophone | 24 |
| 8. | Emploi | 24 |
| • | Contrat de travail | 24 |
| • | Indépendants | 24 |
| • | Fonction enregistrée dans le Moniteur belge (membre d'un conseil d'administration, associé, partenaire, fonctionnaire statutaire, etc.) | 25 |
| 9. | Banques et assurances | 25 |
| • | Banques | 25 |
| • | Assurances | 25 |
| 10. | Condammations existantes | 25 |
| C. | DES QUESTIONS SUR D'AUTRES ASPECTS ? | 25 |
| D. | DEMANDES D'INFORMATIONS OU PLAINTES ? | 25 |

Terminologie

L'**identité de genre** renvoie à la conviction intime et au vécu personnel d'une personne par rapport à son genre. Elle peut ou non correspondre à l'enregistrement du sexe.

L'**expression de genre** renvoie à la manière dont une personne exprime son identité de genre (vêtements, langage, comportement,...) et à la manière dont celle-ci est perçue par les autres¹.

L'**enregistrement du sexe** est la mention d'un sexe sur l'acte de naissance, indiqué par un M (ou « fils ») pour le sexe masculin et un F (ou « fille ») pour le sexe féminin. C'est ce même M ou F qui apparaît sur votre carte d'identité et d'autres documents officiels.

Le **numéro de registre national** est un numéro unique avec lequel vous pouvez vous identifier. Toute personne inscrite dans le Registre national en Belgique reçoit un numéro personnel. Le numéro de registre national se compose de 11 chiffres ; les 6 premiers chiffres indiquent votre date de naissance. Le second groupe se compose de trois chiffres. Ce nombre est *pair* pour une personne dont l'enregistrement du sexe est féminin et *impair* pour une personne dont l'enregistrement du sexe est masculin. Vous trouverez votre numéro de registre national à l'arrière de votre carte d'identité.

Les concepts utilisés dans cette brochure d'information correspondent à ceux mentionnés dans la loi du 25 juin 2017².

¹ Les définitions de l'identité de genre et de l'expression de genre sont issues des préparations parlementaires relatives au projet de loi modifiant la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre la discrimination entre les femmes et les hommes en vue de l'étendre à l'identité de genre et l'expression de genre, Doc. parl. Chambre 2016-2017, n°3483/001.

² Loi du 25 juin 2017 réformant des régimes relatifs aux personnes transgenres en ce qui concerne la mention d'une modification de l'enregistrement du sexe dans les actes de l'état civil et ses effets, *M.B.* 10 juillet 2017.

A. PROCÉDURE

Si vous êtes convaincu-e que le M ou le F mentionné sur votre acte de naissance ne correspond pas à votre identité de genre, vous pouvez faire adapter cette mention en suivant une procédure purement administrative auprès du Service de l'état civil.

1. Comment puis-je adapter le M/F sur mon acte de naissance ?

- **Qui peut adapter le M/F sur son acte de naissance ?**

Si vous êtes belge et majeur-e, vous pouvez faire adapter le M/F sur votre acte de naissance, même si vous habitez à l'étranger.

Si vous avez atteint l'âge de 16 ans vous pouvez également modifier le M/F mentionné sur votre acte de naissance. Pour ce faire, vous devez toutefois entreprendre des démarches additionnelles, qui s'appliquent uniquement aux mineurs. Celles-ci sont présentées dans le chapitre intitulé « Quelles démarches puis-je entreprendre en tant que mineur-e ? ».

Si vous n'êtes pas belge, mais que vous êtes inscrit-e dans le registre de population ou dans le registre des étrangers, vous pouvez également faire adapter le M/F auprès du Service de l'état civil. Si vous êtes inscrit-e, en tant que personne étrangère, dans le registre d'attente, vous ne pouvez pas commencer la procédure.

Si vous êtes un-e mineur-e émancipé-e, vous pouvez modifier le M/F dans votre acte de naissance. Cela se fait en suivant la procédure qui s'applique aux personnes majeures.

- **La procédure en quelques mots**

Pour modifier la mention M/F sur l'acte de naissance, vous devez passer par deux étapes :

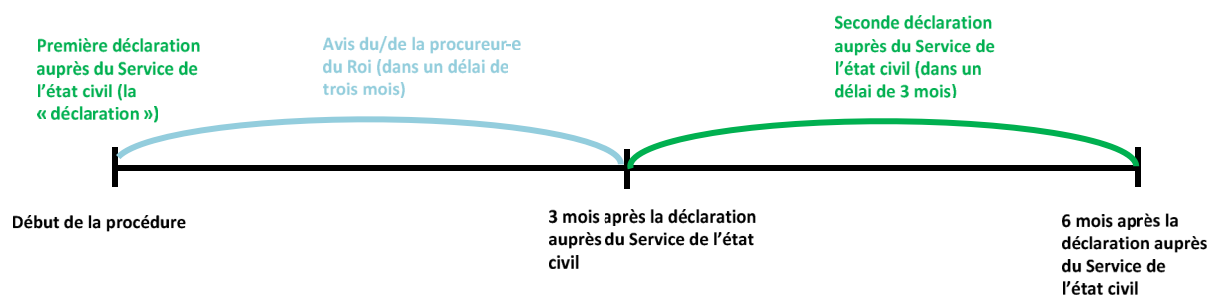
- Vous vous rendez auprès du Service de l'état civil compétent (dans la partie « Où faire votre déclaration ? » vous trouvez de quel Service de l'état civil il s'agit), muni de votre carte d'identité et d'une déclaration signée³ dans laquelle vous mentionnez que vous souhaitez modifier le M ou le F sur votre acte de naissance. L'officier/-ière de l'état civil vous remet un accusé de réception. Vous attendez ensuite minimum trois mois. Durant cette période, le Service de l'état civil demande l'avis du/de la procureur-e du Roi⁴.
- Après minimum 3 mois et maximum 6 mois, vous vous présentez à nouveau auprès du même Service de l'état civil avec votre pièce d'identité, l'accusé de réception et une

³ Un modèle de cette déclaration peut-être trouvé sur le site web de l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes (<http://igvm-iefh.belgium.be/fr/activites/transgenre/legislation>) et sur le site web du SPF Justice (www.justice.belgium.be/transgenres). Le Service de l'état civil peut également vous fournir cette déclaration.

⁴ Dans chaque arrondissement, le/la **procureur-e du Roi** dirige le Ministère Public. Le Ministère Public intervient en tant que représentant de la société. Pour de plus amples informations, voir : <https://www.rechtbanken-tribunaux.be/fr/tribunaux-cours/personnes/procureur-du-roi>.

seconde déclaration⁵. Dans cette seconde déclaration, signée par vos soins, vous répétez votre volonté de modifier le M ou le F sur votre acte de naissance.

Concrètement, la procédure se déroule comme suit :



• Où faire votre déclaration ?

Vous introduisez votre déclaration auprès du Service de l'état civil de la commune où vous êtes inscrit-e dans le registre de la population, c'est-à-dire le lieu où vous êtes domicilié-e.

Si vous n'êtes pas inscrit-e dans le registre belge de la population, vous faites votre déclaration auprès du Service de l'état civil de votre lieu de naissance.

Si vous avez la nationalité belge, mais que vous n'êtes pas inscrit-e dans le registre belge de la population et que vous n'êtes pas non plus né-e en Belgique, vous faites votre déclaration auprès du Service de l'état civil de la Ville de Bruxelles. Dans ce cas, vous devrez fournir une adresse à laquelle un éventuel refus pourra vous être communiqué.

L'adresse du Service de l'état civil de la Ville de Bruxelles est la suivante :

Centre administratif de Bruxelles
Boulevard Anspach 6
1000 Bruxelles
E-mail : etatscivil@brucity.be

• Comment la procédure se déroule-t-elle ?

Première déclaration auprès du Service de l'état civil

Votre première déclaration mentionne :

- Votre nom et prénom officiels, date et lieu de naissance
- Que vous êtes convaincu-e depuis un certain temps déjà que le sexe mentionné sur votre acte de naissance ne correspond pas à votre identité de genre vécue intimement
- Que vous souhaitez les conséquences administratives et juridiques d'une modification de l'enregistrement du sexe sur votre acte de naissance

⁵ Un modèle de cette déclaration peut-être trouvé sur le site web de l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes (<http://igvm-iefh.belgium.be/fr/activites/transgenre/legislation>) et sur le site web du SPF Justice (www.justice.belgium.be/transgenres). Le Service de l'état civil peut également vous fournir cette déclaration.

- Votre signature
- Le lieu et la date de signature

Vous trouverez un modèle de formulaire de déclaration sur le site internet de l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes (<http://igvm-iefh.belgium.be/fr/activites/transgenre/legislation>) ainsi que sur le site du SPF Justice (www.justice.belgium.be/transgenres). L'officier/-ière de l'état civil peut également vous fournir ce formulaire.

Très concrètement, cela signifie que votre conviction personnelle suffit pour modifier la mention M/F. Dans le modèle de formulaire il est mentionné que vous l'avez déjà depuis un certain temps et que vous souhaitez une adaptation de tous les documents administratifs et juridiques. La signature de ce papier rend votre déclaration officielle et lance la procédure visant à changer le M/F sur votre acte de naissance.

Vous avez besoin de votre carte d'identité pour vous identifier auprès du Service de l'état civil. Gardez donc votre carte d'identité à portée de main.

Au moment de faire la déclaration, l'officier/-ière de l'état civil vous signalera que la procédure est en principe irrévocable et que vous ne pourrez donc pas revenir à votre précédent enregistrement du sexe. Cela ne sera possible que dans certains cas exceptionnels et à l'issue d'une procédure auprès du tribunal de la famille. Le déroulement précis de cette procédure vous est expliqué dans la partie intitulée « Puis-je revenir à mon précédent enregistrement du sexe ? ».

Ensuite, l'officier/-ière de l'état civil prendra acte de votre déclaration et vous délivrera une feuille d'information avec un accusé de réception mentionnant la date de la déclaration. Munissez-vous de ce document lorsque vous introduisez votre seconde déclaration auprès du Service de l'état civil.

Délai d'attente

Après la déclaration auprès du Service de l'état civil, il y a un délai d'attente. Vous devez attendre minimum trois mois et maximum six mois avant de pouvoir passer à l'étape suivante. Durant cette période, le Service de l'état civil demande l'avis du/de la procureur-e du Roi.

Au plus tôt trois mois après la déclaration, vous pouvez à nouveau vous présenter auprès du Service de l'état civil pour faire votre seconde déclaration. À partir de ce moment, vous disposez de trois mois pour vous rendre auprès du Service de l'état civil. Si vous attendez trop longtemps et que plus de six mois s'écoulent depuis la première déclaration, vous devrez recommencer une nouvelle procédure auprès du Service de l'état civil.

| | Date de la déclaration | Premier jour où vous pouvez faire la seconde déclaration auprès du Service de l'état civil | Dernier jour où vous pouvez faire la seconde déclaration auprès du Service de l'état civil |
|---------|------------------------|--|--|
| Exemple | 10 juillet | 11 octobre | 10 janvier |

Avis du/de la procureur-e du Roi

Pendant le délai d'attente, le Service de l'état civil demande l'avis du/de la procureur-e du Roi, qui dispose de trois mois pour donner son avis.

Le/la procureur-e du Roi examinera si la demande n'est pas contraire à l'ordre public⁶. Il/elle étudiera s'il est question de fraude par exemple. Cela peut par exemple être le cas parce qu'il est question de fraude à l'identité, parce que la personne est recherchée par la justice ou parce que la personne tente d'échapper à des créanciers.

Le/la procureur-e du Roi ne peut donner un **avis négatif** que si la déclaration est contraire à l'ordre public. Le simple fait d'avoir un casier judiciaire, sans autre motivation, ne peut être une raison pour rendre un avis négatif.

En cas d'avis négatif du/de la procureur-e du Roi, le Service de l'état civil refusera d'établir l'acte de modification de l'enregistrement du sexe. Le Service de l'état civil vous informera immédiatement du refus. Il vous enverra ou vous remettra personnellement la décision motivée et le cas échéant, l'avis négatif du/de la procureur-e du roi signé. Dans les deux cas, vous recevrez un accusé de réception indiquant que vous avez reçu la décision de refus.

Si le/la procureur-e du Roi ne formule **pas d'avis** après trois mois, l'avis est considéré comme **positif**.

Si, plus tard, le/la procureur-e du Roi remarque que la modification du M/F est contraire à l'ordre public, il peut l'annuler. L'annulation est également possible lorsque le M/F a déjà été adapté sur les documents officiels d'une personne, mais que le/la procureur-e du Roi remarque par après, que la modification était contraire à l'ordre public.

Seconde déclaration auprès du Service de l'état civil

Au plus tôt trois mois et au plus tard six mois après votre première déclaration, vous vous présentez une seconde fois auprès du Service de l'état civil où vous aviez fait la première déclaration. Sur l'accusé de réception de la déclaration que vous recevez, figurent le premier et le dernier jour du délai dans lequel vous pouvez remettre votre deuxième déclaration.

Pour ce faire, munissez-vous, en plus de votre seconde déclaration, de votre carte d'identité et de l'accusé de réception reçu lorsque vous avez introduit votre première déclaration.

⁶ À la lumière de cette loi, « contraire à l'ordre public » signifie que le droit d'adapter l'enregistrement du sexe est utilisé à des fins illégitimes. Dans ce cas, le M/F sur l'acte de naissance est modifié non pas pour correspondre à l'identité de genre ressentie, mais pour atteindre d'autres objectifs.

Dans votre seconde déclaration, vous indiquez :

- Votre nom et prénom officiels, date et lieu de naissance
- Que vous avez toujours la conviction que le sexe mentionné sur votre acte de naissance ne correspond pas à votre identité de genre vécue intimement
- Que vous êtes conscient-e des conséquences administratives et juridiques qu’entraîne la modification de l’enregistrement du sexe sur votre acte de naissance
- Que vous êtes conscient-e du caractère en principe irrévocable de la modification de l’enregistrement du sexe sur votre acte de naissance
- Votre signature
- Le lieu et la date de signature

Vous trouverez un modèle de formulaire de seconde déclaration sur le site internet de l’Institut pour l’égalité des femmes et des hommes (<http://igvm-iefh.belgium.be/fr/activites/transgenre/legislation>) ainsi que sur le site du SPF Justice (www.justice.belgium.be/transgenres). Le Service de l’état civil peut également vous fournir ce formulaire.

Lorsque vous avez introduit votre seconde déclaration et si le/la procureur-e du Roi n’a pas formulé d’avis négatif, le Service de l’état civil peut modifier la mention M/F sur votre acte de naissance. L’officier/-ière l’inscrira ensuite dans les registres de l’état civil. La modification est mentionnée en marge de vos autres actes de l’état civil et ceux de vos enfants.

2. Comment puis-je modifier mon prénom ?

Si vous êtes belge et majeur-e, vous pouvez changer de prénom(s)⁷ en introduisant une demande accompagnée de quelques documents auprès du Service Public Fédéral Justice.

Si vous êtes mineur-e, vous pouvez changer de prénom dès l’âge de 12 ans. Pour ce faire, vous devez toutefois entreprendre des démarches additionnelles, qui s’appliquent uniquement aux mineurs. Celles-ci sont présentées dans le chapitre intitulé « Quelles démarches puis-je entreprendre en tant que mineur-e ? ».

Votre demande contient les éléments suivants :

- Votre nom et prénom officiels, date et lieu de naissance
- Votre déclaration, dans laquelle vous indiquez que le sexe mentionné sur votre acte de naissance ne correspond pas à votre identité de genre vécue intimement, et que pour cette raison, vous introduisez une demande de changement de prénom
- Le nouveau prénom que vous avez choisi

⁷ Si vous avez plusieurs prénoms, vous pouvez choisir d’en changer un, plusieurs, ou tous.

- Vos coordonnées complètes (adresse, numéro de téléphone et adresse e-mail)
- Votre signature
- Le lieu et la date de signature

Vous trouverez un modèle de ce formulaire sur le site internet de l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes (<http://igvm-iefh.belgium.be/fr/activites/transgenre/legislation>) ainsi que sur le site du SPF Justice (www.justice.belgium.be/transgenres).

Les documents suivants sont joints à la demande :

- Une copie littérale (et non un extrait) de l'acte de naissance⁸ ou un document qui en tient lieu en l'absence d'acte de naissance
- Un certificat de résidence récent
- Un certificat de nationalité belge ou, en ce qui concerne les réfugiés et les apatrides, une attestation prouvant cet état
- Un extrait de casier judiciaire (modèle 1)

Votre demande et les documents requis doivent être envoyés à l'adresse suivante :

Service public fédéral Justice

Service des changements de nom et prénoms

Boulevard de Waterloo 115

1000 Bruxelles

Le nouveau prénom souhaité doit correspondre à votre identité de genre intimement vécue. Vous pouvez également opter pour un prénom neutre du point de vue du genre.

Le changement de prénom est définitif à partir de la date de la signature de l'arrêté ministériel. Dès que l'autorisation est accordée, vous en serez informé-e par courrier recommandé.

Vous devez ensuite envoyer ou remettre la copie de l'arrêté à la maison communale, au Service de l'état civil, dans les 60 jours qui suivent son enregistrement. L'officier de l'état civil est chargé de transcrire le dispositif de l'arrêté dans les registres. Le changement de prénom prend effet seulement à partir de cette transcription. Les autres formalités administratives (adaptation des registres de population, renouvellement de carte d'identité...) s'effectuent après.

Vous suivez donc deux procédures séparées pour changer de prénom et faire adapter votre enregistrement du sexe. Vous pouvez choisir de faire d'abord modifier votre prénom, et ensuite le M/F sur votre acte de naissance, ou l'inverse. Vous pouvez également introduire les deux demandes simultanément auprès des différents services. Dans ce dernier cas, veuillez noter que les délais de

⁸ Dans certains cas ceci peut aussi être un acte légalisé. Pour plus d'information : https://diplomatie.belgium.be/fr/Services/Legalisation_de_documents

ces deux procédures diffèrent. La procédure visant à changer de prénom(s) dure en moyenne plus longtemps : entre 6 mois et 1 an. Faire modifier le M/F sur votre acte de naissance prend minimum 3 mois et maximum 6 mois. En raison de la différence de durée des deux procédures, il est fort possible que vous deviez demander à deux reprises une nouvelle carte d'identité, un nouveau permis de conduire et d'autres documents.

Vous pouvez changer de prénom une fois au tarif réduit de 49 euros. Si, par la suite, vous voulez à nouveau changer de prénom, suivez une nouvelle fois la procédure normale. Vous payerez alors le tarif normal de 490 euros. La seule exception prévue est lorsque le tribunal de la famille vous autorise à changer une nouvelle fois de prénom dans le cadre d'une nouvelle procédure de modification de l'enregistrement du sexe. Vous trouverez de plus amples informations concernant la procédure pour revenir au sexe précédemment enregistré sur votre acte de naissance dans la cinquième partie, intitulée « Puis-je revenir à mon précédent enregistrement du sexe et prénom ? ».

Pour obtenir de plus amples informations à propos de la procédure de changement de prénom, vous pouvez consulter la brochure « [Changer de nom ou de prénom](#) » du SPF Justice sur son site web : <https://justice.belgium.be/fr> (Home > Personnes et familles > Changement de nom).

3. Quelles démarches puis-je entreprendre en tant que mineur-e ?

Dès l'âge de 12 ans, vous pouvez déjà, en tant que mineur-e, entreprendre différentes démarches. Ce que vous pouvez précisément faire dépend de votre âge :

- **Si vous avez atteint l'âge de 12 ans : changement de prénom**

À partir de 12 ans, vous pouvez changer de prénom. Vous pouvez alors choisir un prénom qui correspond à votre identité de genre. Vous ne pouvez toutefois pas faire cela seul. Vos **deux** parents, même s'ils sont séparés, ou votre représentant doivent également être d'accord. Ceci signifie que vos deux parents ou votre représentant doivent signer votre demande de changement de prénom.

Vos parents sont les personnes qui exercent l'autorité parentale sur vous. Cela peut aussi être une personne qui vous a adopté-e. Un parent ne peut signer seul que s'il exerce seul l'autorité parentale.

Vous pouvez trouver un formulaire type de cette demande sur le site web de l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes (<http://igvm-iefh.belgium.be/fr/activites/transgenre/legislation>) ou sur celui du SPF Justice (www.justice.belgium.be/transgenres). Vous pouvez imprimer ce document et l'envoyer au SPF Justice, avec les autres documents nécessaires. Dans la section « 2. Comment puis-je changer mon prénom ? » vous trouverez les explications sur la manière exacte dont vous devez procéder.

Si (l'un de) vos parents ou votre représentant-e ne veulent pas que vous changiez de prénom, vous pouvez demander au tribunal de la famille de désigner un-e « tuteur/-trice ad hoc ». Ce/cette tuteur/-trice ad hoc remplace les deux parents dans ce cas. Le/la juge peut désigner dans ce cas un-e avocat-e en tant que « tuteur/-trice ad hoc », qui vous assistera dans votre changement de prénom. Vous suivez pour cela une procédure devant le tribunal de la famille. Comme mineur-e vous pouvez gratuitement faire appel à un-e avocat-e.

Changer de prénom vous coûtera 49 euros. La partie intitulée « Comment puis-je modifier mon prénom? », ci-dessus, vous explique précisément comment introduire votre demande et vous informe sur les documents requis.

Vous ne pouvez changer le M ou le F mentionné sur votre acte de naissance et votre carte d'identité qu'à partir de 16 ans. Jusqu'à cet âge, vous pouvez donc changer de prénom mais pas encore le M ou le F sur vos documents.

Vous pouvez changer de prénom une deuxième fois au tarif réduit (49 euros). Vous pouvez uniquement faire cela si vous n'avez pas encore 18 ans et si vous n'avez pas modifié le M ou le F sur votre acte de naissance. Ce prénom doit obligatoirement correspondre au sexe enregistré à l'origine dans le certificat de naissance.

Pour ce faire, vous introduisez à nouveau une demande auprès du SPF Justice, et vous suivez les démarches expliquées ci-dessus. Vous joignez à la demande auprès du SPF Justice une déclaration dans laquelle vous indiquez que le M ou F mentionné sur votre acte de naissance correspond en effet à votre identité de genre intimement vécue et que, pour cette raison, vous introduisez une demande visant à adapter votre prénom.

- **Si vous avez atteint l'âge de 16 ans : modification de la mention M/F**

À partir de 16 ans, vous pouvez modifier le M/F mentionné sur votre acte de naissance. Ceci signifie que le M ou le F que vous avez choisi figurera sur tous les documents officiels, par exemple sur votre carte d'identité.

Pour ce faire, vous suivez la procédure expliquée ci-dessus dans la partie intitulée « Comment la procédure se déroule-t-elle? ». Les seules différences avec la procédure en vigueur pour les personnes majeures sont les suivantes :

- Vos deux parents ou votre représentant vous accompagnent tout au long de la procédure lorsque vous soumettez votre première déclaration au Service de l'état civil.
- Vous remettez une attestation établie par un-e pédopsychiatre lors de votre déclaration auprès du Service de l'état civil. Dans cette attestation, ce/cette pédopsychiatre indique que vous pouvez prendre cette décision personnellement et que vous avez « la capacité de discernement ».

Lorsque vous vous adressez au Service de l'état civil, veuillez-vous faire assister de vos deux parents ou de votre représentant-e. Ceci signifie qu'ils signent votre première déclaration, dans laquelle vous dites que vous souhaitez changer le M ou le F sur vos documents officiels. Vos deux parents ou votre représentant-e doivent également vous accompagner lorsque vous faites la première déclaration auprès du Service de l'état civil. Même si vos parents vivent séparément, ils doivent signer et vous accompagner tous les deux pour faire la déclaration.

Vos parents-es sont les personnes qui exercent l'autorité parentale sur vous. Un parent ne peut signer seul que s'il exerce seul l'autorité parentale.

Si (l'un de) vos parents ou votre représentant-e refusent de vous assister, vous pouvez demander au tribunal de la famille de désigner un-e « tuteur/-trice ad hoc ». Le/la juge peut désigner dans ce cas un-e avocat-e (le/la « tuteur/-trice ad hoc »), qui vous assistera à la place de vos parents afin de vous

permettre de modifier votre enregistrement du sexe sur votre acte de naissance. Ce/cette tuteur/-trice ad hoc remplace les deux parents dans ce cas. Pour recevoir un-e «tuteur/-trice ad hoc », vous suivez une procédure devant le tribunal de la famille.

Vos (votre) parent(s) peuvent également établir une procuration spéciale et authentique, ce qui signifie qu'ils ne devront pas être présents en personne lorsque vous vous adressez au Service de l'état civil.

Lors de votre première déclaration auprès du Service de l'état civil, vous avez également besoin d'une attestation établie par un-e pédopsychiatre. Ce psychiatre examinera si vous disposez de la « faculté de discernement » requise. La faculté de discernement signifie que vous êtes en état de prendre personnellement cette décision. Si le/la pédopsychiatre pense que vous en êtes effectivement capable, il/elle vous remettra une attestation. Vous trouverez un modèle d'attestation sur <http://igvm-iefh.belgium.be/fr/activites/transgenre/legislation>.

Pour changer de prénom, vous suivez la procédure décrite sous le titre « Si vous avez atteint l'âge de 12 ans ». Pour cette procédure aussi, vous devrez être assisté-e par vos deux parents ou votre représentant-e.

- **Si vous avez atteint l'âge de 18 ans ou que vous êtes émancipé-e**

La procédure normale suivie par les personnes majeures, décrite ci-dessus, est d'application.

Si vous êtes émancipé-e, vous suivez donc (indépendamment de votre âge) la procédure qui s'applique aux majeurs.

4. Que se passe-t-il si le Service de l'état civil refuse de modifier le M/F sur mon acte de naissance?

Le Service de l'état civil ne peut refuser de changer le M/F sur vos documents officiels que dans des cas très spécifiques et par une décision motivée. L'avis négatif du/de la procureur-e du Roi peut également justifier la décision. L'officier/-ière de l'état civil ne peut en aucun cas refuser pour des raisons qui lui sont propres ou sur base de sa conviction personnelle.

S'il n'y a pas d'avis négatif du/de la procureur-e du Roi, l'officier/-ière de l'état civil peut uniquement refuser dans certains cas. Par exemple, si vous n'êtes manifestement pas à même d'exprimer votre volonté en raison de votre état (par ex. d'ébriété). L'officier/-ière de l'état civil refusera également si certaines étapes administratives de la demande n'ont pas été correctement effectuées, par exemple lorsque la déclaration n'a pas été remise, que vous n'avez pas fourni toutes les informations dans votre déclaration ou lorsque les délais ont été dépassés, etc.

Le Service de l'état civil vous informera immédiatement du refus. Il vous enverra la décision motivée et, le cas échéant, l'avis négatif du/de la procureur-e du Roi, par recommandé ou vous les remettra personnellement. Dans les deux cas, vous remettrez un accusé de réception qui prouve que vous avez reçu la décision de refus.

Vous pouvez faire appel en cas de refus du Service de l'état civil, en introduisant une requête auprès du tribunal de la famille compétent pour le lieu où vous avez fait la demande. Vous pouvez établir cette requête vous-même ou la faire établir par un-e avocat-e.

Une **requête** est un document écrit au moyen duquel vous lancez une procédure auprès du tribunal. Elle mentionne :

- La date
- Vos nom et prénom officiels, profession et adresse
- Si vous avez moins de 18 ans : les noms, prénoms et adresse(s) de vos parents ou tuteur/trice
- L'objet de votre demande et, brièvement, la raison pour laquelle vous vous adressez au tribunal de la famille
- Que vous vous adressez au tribunal de la famille. Vous indiquez également le tribunal de la famille compétent du point de vue territorial pour votre procédure. Le lien suivant vous permettra de savoir quel est le tribunal compétent pour le lieu où vous avez fait la demande : http://www.juridat.be/cgi_cantons/liste-competence.pl?lg_fr_nl=fr

Vous déposez cette requête en deux exemplaires au greffe du tribunal de la famille compétent pour le lieu où vous avez fait la demande.⁹

Vous disposez de 60 jours pour faire appel, à compter du jour où le Service de l'état civil vous a informé du refus. Cette date est mentionnée sur l'accusé de réception.

Lorsque le dernier jour pour introduire votre recours tombe un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, le délai est prolongé jusqu'au premier jour ouvrable suivant. Si vous souhaitez faire appel contre le refus, faites attention à ces délais.

| | Date refus Service de l'état civil | Premier jour pour introduire un recours contre la décision de refus | Dernier jour pour introduire un recours contre la décision de refus |
|-------------------------------|------------------------------------|---|---|
| Exemple 1 (Situation normale) | 10 juillet | 11 juillet | 8 septembre |
| Exemple 2 (Jour férié) | 26 octobre | 27 octobre | 25 décembre, mais puisque c'est un jour férié, le délai est prolongé jusqu'au premier jour ouvrable suivant |

Si le tribunal décide que le M/F sur votre acte de naissance peut être adapté, le Service de l'état civil fera immédiatement la modification dans les registres de l'état civil.

⁹ L'introduction et l'instruction de la demande sur requête unilatérale sont expliquées en détails dans les articles 1025 à 1034 du Code Judiciaire.

5. Puis-je revenir à mon précédent enregistrement du sexe et/ou prénom ?

• Puis-je revenir à mon précédent enregistrement du sexe ?

Normalement, la modification de l'enregistrement du sexe sur l'acte de naissance est définitive. Vous ne pouvez revenir au sexe enregistré sur votre acte de naissance qu'après être passé-e par une procédure auprès du tribunal de la famille.

Vous pouvez lancer cette procédure en introduisant une requête unilatérale auprès du tribunal de la famille.

Dans ce cadre, on doit pouvoir prouver des « circonstances exceptionnelles » au tribunal de la famille, par exemple, que le bien-être de la personne s'est détérioré suite à la modification de son enregistrement du sexe¹⁰.

Si vous pouvez prouver des circonstances exceptionnelles, le tribunal de la famille peut autoriser la nouvelle modification de l'enregistrement du sexe dans l'acte de naissance. La modification cessera alors de produire ses effets à partir de la transcription du jugement ou de l'arrêt dans les registres de l'état civil. À partir de ce moment, l'enregistrement du sexe qui avait été fait à votre naissance sera à nouveau d'application. Un nouveau numéro de registre national sera également créé pour vous.

Suivre cette procédure auprès du tribunal de la famille peut entraîner des frais de procès.

• Puis-je à nouveau changer de prénom ?

Normalement, vous ne pouvez changer qu'une seule fois de prénom pour le faire concorder à votre identité de genre. Le tribunal de la famille peut toutefois vous autoriser à changer une nouvelle fois de prénom après que vous ayez suivi une procédure de retour à votre enregistrement du sexe originel. Dans ce cas, vous pouvez à nouveau changer de prénom au tarif réduit de 49 euros.

Si le tribunal de la famille vous a autorisé à changer une nouvelle fois de prénom, vous pouvez changer votre prénom en introduisant une demande auprès du SPF Justice. Vous joignez à cette demande la décision du juge vous autorisant à changer à nouveau de prénom au tarif réduit de 49 euros.

Si vous n'avez pas encore 18 ans et si vous n'avez pas modifié le M ou le F sur votre acte de naissance, vous pouvez changer de prénom une deuxième fois. Dans ce cas, vous payez le tarif réduit de 49 euros. Ce prénom doit toutefois correspondre à votre précédente identité de genre. Pour ce faire, vous introduisez à nouveau une demande auprès du SPF Justice, et vous suivez les démarches expliquées ci-dessus (voir la deuxième partie : « Comment puis-je modifier mon prénom ? »). Vous joignez à votre demande auprès du SPF Justice une déclaration dans laquelle vous indiquez que l'enregistrement du sexe mentionné originellement sur votre acte de naissance correspond à votre identité de genre intimement vécue et que, pour cette raison, vous introduisez une demande visant à adapter votre prénom.

¹⁰Texte officiel des préparations parlementaires relatives au projet de loi modifiant la loi du 10 mai 2007 relative à la transsexualité, Doc. parl. Chambre 2016-2017, n°2403/008.

En dehors de la procédure devant le tribunal de la famille, il est également possible de changer de prénom en suivant la procédure normale. Si vous suivez la procédure normale, vous n'êtes pas certain-e que votre prénom sera adapté. La procédure normale constitue en effet une « faveur » qui pourra ou non vous être accordée. Dans ce cas, vous paierez le tarif normal de 490 euros.

6. Mesures transitoires

- **J'ai déjà réuni les attestations, mais je n'ai pas encore fait de déclaration. Puis-je encore introduire une demande sur base de l'ancienne loi ?**

Il se peut que vous satisfassiez aux anciennes conditions, mais que vous n'ayez pas encore introduit de déclaration sur base de l'ancienne loi (loi du 10 mai 2007¹¹). Vous pouvez demander au Service de l'état civil d'appliquer les anciennes règles, et ce jusque fin juin 2018.

- **J'ai déjà fait une déclaration, mais mon acte de naissance n'a pas encore été adapté. Que va-t-il se passer ?**

Si vous avez déjà fait « une déclaration de changement de sexe » sur base de l'ancienne loi (loi du 10 mai 2007), mais qu'aucun acte définitif n'a encore été établi, vous pouvez également choisir d'introduire une nouvelle demande sur base de la nouvelle loi. Cette option peut se révéler plus facile ou plus rapide pour vous, en fonction des démarches déjà entreprises.

Si le Service de l'état civil a refusé d'établir un acte dans le cadre de l'ancienne loi, vous pouvez également faire une nouvelle déclaration dans le cadre de la nouvelle législation. Vous pouvez également le faire si vous avez lancé une procédure judiciaire à l'encontre du refus. Même si quelqu'un d'autre a introduit un recours contre la modification, vous pouvez faire une nouvelle déclaration sur base de la nouvelle loi.

¹¹ Loi du 10 mai 2007 relative à la transsexualité, *M.B.* 11 juillet 2007.

B. QUELLES SONT LES CONSÉQUENCES JURIDIQUES ET ADMINISTRATIVES ?

Changer de prénom et/ou modifier votre enregistrement du sexe a de nombreuses répercussions administratives.

Les actes (notariés), contrats, assurances, etc. existants restent inchangés après la modification du prénom et/ou de l'enregistrement du sexe. Votre personnalité juridique est en effet in affectée. En d'autres termes, vous conservez tous vos droits, compétences et obligations. Vous pouvez faire adapter votre prénom sur certains documents (voir ci-dessous), mais après cette modification, les conditions associées aux actes en question restent les mêmes (par exemple le prix convenu).

Tous les actes établis après la modification de votre prénom et/ou de votre enregistrement du sexe le seront sur base de vos nouveaux prénoms et enregistrement du sexe.

1. Mes informations ont-elles été adaptées partout ?

Un certain nombre d'institutions seront en principe automatiquement informées de la modification de vos données personnelles :

- Institutions de sécurité sociale (ONEM, CAPAC, INAMI, ONSS, etc.)
- Caisse d'allocations familiales
- Mutualité
- CPAS
- Assureurs accidents de travail
- Caisses de vacances annuelles
- Fonds de sécurité d'existence
- Sociétés régionales de logement
- ONE
- VDAB, Actiris, Forem

Contrôlez si vos données ont effectivement été adaptées. Pour d'autres organisations, vous devrez vous-même faire des démarches afin de les informer de votre changement de prénom (et, si cela est pertinent, de la modification de votre enregistrement du sexe). Voici quelques exemples :

- Employeur
- École ou institution d'enseignement
- Syndicat
- Entreprises d'utilité publique (fournisseurs d'électricité, de gaz et d'eau)
- Câblodistributeurs, sociétés de téléphone et/ou fournisseurs d'accès à internet
- Banque et compagnie(s) d'assurances
- Médecins généralistes et spécialistes
- Société(s) de distribution de quotidiens et de magazines
- Bibliothèque
- Associations dont vous êtes membre
- Sociétés auprès desquelles vous avez une carte de fidélité
- Formulaire de consentement ou de refus de don d'organes

- Déclaration de don de votre corps à la science
- Etc.

Pour prouver que vous êtes la même personne qu'avant l'adaptation de votre prénom et/ou de votre enregistrement du sexe, vous pouvez présenter une copie de votre acte de naissance. Il y est stipulé que vous avez changé de prénom et/ou d'enregistrement du sexe. Vous pouvez demander ce document auprès du Service de l'état civil.

Vous trouverez ci-après un aperçu des principales conséquences administratives de la modification de votre prénom et/ou de votre enregistrement du sexe :

2. Documents d'identité

• Carte d'identité

Suite à la modification de votre prénom et/ou de votre enregistrement du sexe, vous recevrez un nouveau numéro de registre national et une nouvelle carte d'identité. Normalement, cette demande se fait automatiquement lors de l'adaptation de votre prénom et/ou de votre enregistrement du sexe. Le prix d'une carte d'identité varie entre 15 et 25 euros¹², selon la commune. Le délai de délivrance est d'au moins deux semaines. Il existe une procédure d'urgence mais elle a un coût supplémentaire.

Votre ancienne carte d'identité reste valable jusqu'à ce que vous receviez votre nouvelle carte.

Attention : si vous adaptez votre prénom ET votre enregistrement du sexe, mais que les modifications ne sont pas effectuées au même moment (par exemple en raison d'une différence de durée de la procédure), vous devrez changer deux fois de carte d'identité, et donc payer deux fois également.

• Copie ou extrait d'acte de naissance ?

Dans certains cas, il est possible que l'on vous demande un extrait ou une copie de votre acte de naissance (par exemple lors d'un mariage, d'un recrutement, d'une adoption, etc.).

Copie conforme

Une copie conforme de votre acte de naissance est une reproduction complète de votre acte de naissance original, avec mention des modifications. Ayez conscience du fait qu'une copie mentionne la modification de votre enregistrement de sexe et/ou de prénom.

Seuls l'intéressé-e, son/sa représentant-e légal-e, ses héritiers/-ières, leur notaire et leur avocat-e peuvent demander une copie conforme. Les autorités publiques peuvent obtenir une copie conforme uniquement si elles peuvent démontrer que cela est nécessaire pour des raisons relatives à l'état de la personne.

Extrait

¹² Les prix mentionnés dans la présente brochure sont d'application au 1^{er} janvier 2018, mais ils peuvent faire l'objet d'une modification. Consultez les services concernés pour connaître le prix exact.

Un extrait (sans historique) est un bref résumé de l'acte qui ne reprend que les éléments essentiels les plus actuels. Un extrait ne mentionne donc que votre nouveau prénom et ne permet pas de voir si vous avez un jour adapté vos données.

Parfois des extraits avec historique sont remis. Pour protéger votre vie privée, un extrait ne peut jamais faire mention de la modification de votre enregistrement du sexe.

Demandez toujours lequel de ces deux documents est réellement nécessaire pour la situation en question. Parfois, un extrait suffit.

- **Passeport**

Vous partez en voyage dans un pays où la carte d'identité belge ne suffit pas ? N'oubliez pas de demander un nouveau passeport après la modification de votre prénom et/ou de votre enregistrement du sexe. Suivez pour ce faire la procédure de demande habituelle, auprès de votre commune. Un nouveau passeport coûte environ 80 euros, en fonction de la commune. Tenez compte du délai standard de délivrance des passeports qui est de plus ou moins dix jours ouvrables et varie d'une commune à l'autre. Il existe une procédure d'urgence mais elle a un coût supplémentaire.

Pour obtenir un nouveau passeport, les Belges qui habitent à l'étranger doivent s'adresser à l'état civil de leur lieu de naissance ou de la Ville de Bruxelles (s'ils ne sont pas nés en Belgique).

Attention : si vous adaptez votre prénom ET votre enregistrement du sexe, mais que ces modifications ne sont pas effectuées au même moment (par exemple en raison d'une différence de durée de la procédure), vous devrez changer deux fois de passeport, et donc payer deux fois également.

3. Liens familiaux et successions

- **Acte de mariage**

Votre acte de mariage reste valable après la modification de votre prénom et/ou de votre enregistrement du sexe. Votre nouveau prénom sera automatiquement mentionné dans la marge de l'acte.

Tout comme pour les autres actes de l'état civil (par exemple l'acte de naissance), vous pouvez demander une copie ou un extrait de votre acte de mariage. L'extrait ne mentionne pas votre éventuel changement de prénom et/ou d'enregistrement du sexe.

Seuls l'intéressé-e, son/sa représentant-e légal-e, ses héritiers/-ières, leur notaire et leur avocat-e peuvent demander une copie conforme sur laquelle cette modification est indiquée. Les autorités publiques peuvent obtenir une copie conforme uniquement si elles peuvent démontrer que cela est nécessaire pour des raisons relatives à l'état de la personne.

Demandez toujours lequel de ces deux documents est réellement nécessaire pour la situation en question. Parfois, un extrait suffit.

- **Déclaration de cohabitation légale**

Votre déclaration de cohabitation légale reste valable après la modification de votre prénom et/ou de votre enregistrement du sexe. Ce document ne sera pas adapté suite à la modification de votre prénom et/ou enregistrement du sexe. Vous pouvez obtenir une preuve de cohabitation légale en

demandant un extrait du registre civil. Sur cet extrait votre prénom et/ou enregistrement du sexe sera déjà adapté.

- **Carnet de mariage de vos parents**

Votre nom figure dans le carnet de mariage de vos parents. Si vos parents le souhaitent, ils peuvent faire adapter votre prénom dans leur carnet de mariage auprès de l'état civil (service mariages).

- **Filiation**

Le terme « filiation » désigne ici le lien juridique entre un enfant et ses parents. Ce lien juridique est important parce qu'il définit vos droits et obligations à l'égard d'un enfant.

Enfants nés avant la modification de votre prénom et/ou de votre enregistrement du sexe

La modification de votre enregistrement du sexe ne change rien au lien juridique que vous avez avec vos propres enfants nés avant cette modification. Vous conservez l'ensemble de vos droits, compétences et obligations à leur égard. Si vous étiez la mère juridique des enfants, vous le restez également après la modification, même si votre enregistrement de sexe est désormais masculin. Si vous étiez le père juridique des enfants, vous restez leur père juridique, et ce même si votre enregistrement du sexe est maintenant féminin. Vous ne devez rien faire pour cela.

La modification de votre prénom ne change également rien au lien juridique avec vos enfants nés avant la modification de prénom.

Votre nouveau prénom et/ou enregistrement du sexe sera automatiquement enregistré dans la marge de l'acte de naissance de vos enfants.

Enfants nés après la modification de votre prénom et/ou de votre enregistrement du sexe

Le lien juridique avec vos enfants nés après l'adaptation de votre prénom et/ou de votre enregistrement du sexe est parfois déterminé par votre nouvel enregistrement du sexe et parfois par votre enregistrement du sexe précédent. Vous trouverez ci-après un aperçu des situations les plus fréquentes :

Votre enregistrement du sexe a été modifié de féminin à masculin :

- Vous accouchez d'un enfant : vous êtes considéré comme la mère juridique de cet enfant.
- Votre partenaire accouche d'un enfant : vous êtes considéré comme le père juridique de l'enfant .

Votre enregistrement du sexe a été modifié de masculin à féminin :

- Vous concevez vous-même un enfant (avec votre propre sperme ou par procréation médicalement assistée) : vous serez enregistrée comme la coparente juridique de cet enfant dans son acte de naissance.
- Vous accouchez d'un enfant (si la greffe d'utérus devient possible dans le futur) : vous êtes la mère juridique de cet enfant.
- Votre partenaire accouche d'un enfant : vous êtes considérée comme la coparente juridique de cet enfant.

Schéma: le lien juridique avec vos enfants, nés après la modification de votre enregistrement du sexe.

| | | | | |
|---|-----------------------|--|--|---------------------------------------|
| | | Vous accouchez d'un enfant (éventuellement après une greffe d'utérus). | Vous concevez vous-même un enfant (avec votre propre sperme ou par procréation médicalement assistée). | Votre partenaire accouche d'un enfant |
| Votre enregistrement du sexe a été modifié | de féminin à masculin | <i>mère</i> | <i>père</i> | <i>père</i> |
| | de masculin à féminin | <i>mère</i> ¹³ | <i>coparente</i> | <i>coparente</i> |

Il s'agit bien entendu ici uniquement du lien juridique avec votre enfant.

- **Successions**

Après la modification de votre prénom et/ou de votre enregistrement du sexe, vous conservez vos droits en tant qu'héritier/-ière. C'est également le cas si vous figurez dans le testament d'une autre personne avec vos anciennes données.

4. Sécurité sociale

- **Mutualité**

Vos nouveaux prénoms et/ou enregistrement du sexe seront automatiquement adaptés dans la base de données de votre mutualité.

Demandez de nouvelles vignettes dès que la modification aura été enregistrée.

- **INAMI**

Jusqu'à présent, certaines interventions médicales n'étaient remboursées qu'aux personnes d'un certain sexe (par exemple : l'ablation de l'utérus), ce qui était problématique pour les personnes dont les caractéristiques physiques ne correspondaient pas à l'enregistrement du sexe sur la carte d'identité.

L'INAMI vérifie actuellement toute la nomenclature afin de la rendre neutre du point de vue du genre et d'éviter de tels problèmes dans le futur.

- **Prestations sociales (allocations de chômage, allocations sécurité sociale, allocations familiales, pension, etc.)**

Après la modification de votre prénom et de votre enregistrement du sexe, vous conservez tous les droits acquis.

¹³ Si la greffe d'utérus devient possible dans le futur.

Attention : pour les parents qui, après la modification de l'enregistrement du sexe, appartiendront au même sexe juridique, les allocations familiales seront versées au partenaire le plus âgé. Il ne s'agit pas de la « mère juridique » par définition.

5. Mobilité

- **Permis de conduire**

Après la modification de votre prénom, vous devez demander vous-même un nouveau permis de conduire auprès de votre commune. En moyenne, vous pourrez aller chercher votre nouveau permis de conduire après 3 à 5 jours ouvrables. Le coût d'un permis de conduire (européen) s'élève à 25 euros. Pour un permis de conduire international, le prix dépend de la commune où vous habitez.

- **Certificat d'immatriculation véhicule**

Disposiez-vous d'un véhicule motorisé (voiture, moto, etc.) avant de faire modifier votre prénom et/ou enregistrement du sexe ? Dans ce cas, vous pouvez conserver votre plaque d'immatriculation, mais vous devez demander un nouveau certificat d'immatriculation (ou carte grise). Vous introduisez une demande auprès de la Direction pour l'Immatriculation des Véhicules (DIV), sur base de vos nouvelles données personnelles.

Attention : vous devez demander ce nouveau certificat dans les 15 jours qui suivent la modification de votre enregistrement du sexe dans le registre de la population. Si vous ne le faites pas, votre inscription pourra être supprimée. Un nouveau certificat d'immatriculation coûte 26 euros.

- **Abonnement transports en commun**

En cas de contrôle, les données mentionnées sur votre abonnement pour les transports en commun (De Lijn, STIB, TEC, SNCB) doivent correspondre à celles indiquées sur votre carte d'identité. Demandez l'adaptation de vos données sur votre abonnement. Le prix demandé pour adapter votre abonnement et/ou carte-mère dépend de la société de transport. Contactez votre société de transport pour obtenir de plus amples informations.

6. Logement

- **Propriétaire ou locataire**

Si vous êtes propriétaire, vous le restez également après la modification de votre prénom et/ou de votre enregistrement du sexe.

Si vous louez un logement, vous en restez le locataire légitime après la modification de votre prénom et/ou de votre enregistrement du sexe. Votre contrat de bail ne doit pas être modifié.

- **Entreprises d'utilité publique (électricité, eau, gaz, internet, téléphone, etc.)**

Si vous avez un contrat, celui-ci reste inchangé également après la modification de votre prénom et/ou de votre enregistrement du sexe. Vous n'êtes pas obligé-e de modifier vos données personnelles, mais vous pouvez le faire pour pouvoir recevoir du courrier adapté à votre nouveau prénom et enregistrement du sexe. Vos données personnelles doivent être adaptées sans modifier les conditions du contrat ni conclure un nouveau contrat.

7. Titres d'études

Par exemple diplômes, certificats, attestations d'acquisition de crédits, brevets, etc.

- **Titres d'études de la Communauté française**

Si vous avez suivi une procédure de changement de prénom, vous pouvez demander une attestation tenant lieu de diplôme mentionnant votre nouveau prénom. Cette possibilité existe pour tout type d'enseignement (primaire, secondaire, supérieur et enseignement de promotion sociale). Votre demande doit être effectuée auprès de l'établissement d'enseignement concerné ou auprès du Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles. L'obtention d'une attestation tenant lieu de diplôme nécessite une attestation de changement de prénom. Pour plus d'informations, prenez contact avec le Ministère de l'Enseignement de la Fédération Wallonie-Bruxelles (<http://www.enseignement.be>).

- **Titres d'études flamands**

Si vous avez suivi une procédure de changement de prénom, vous pouvez ensuite demander des titres d'études mentionnant votre nouveau prénom. Cette possibilité est valable pour l'enseignement primaire, secondaire et supérieur ainsi que pour l'enseignement pour adultes. Vous demandez ce titre d'étude adapté auprès de votre institution d'enseignement ou auprès du Ministère flamand de l'Enseignement et de la Formation. L'obtention d'un titre d'étude adapté n'engendre aucun frais et se fait sur base de votre ancien titre d'étude et d'une attestation de changement de prénom. Pour plus d'informations, prenez contact avec le Ministère flamand de l'Enseignement et de la Formation (<http://onderwijs.vlaanderen.be>).

- **Titres d'études de la Communauté germanophone**

Si vous avez suivi une procédure de changement de prénom, vous pouvez demander une attestation tenant lieu de diplôme mentionnant votre nouveau prénom. Cette possibilité existe pour tout type d'enseignement (primaire, secondaire, supérieur et enseignement de promotion sociale). Votre demande doit être effectuée auprès de l'établissement d'enseignement concerné ou auprès du Ministère de la Communauté germanophone. L'obtention d'un titre d'étude adapté n'engendre aucun frais et se fait sur base de votre ancien titre d'étude et d'une attestation de changement de prénom. Pour plus d'informations, prenez contact avec le Ministère de l'Enseignement de la Communauté germanophone (<http://www.ostbelgienbildung.be>).

8. Emploi

- **Contrat de travail**

Après la modification de votre prénom et/ou de votre enregistrement du sexe, votre contrat de travail reste valable aux mêmes conditions qu'auparavant. Informez votre employeur et votre service du personnel de la modification de vos données personnelles. Si vous êtes affilié à un syndicat, informez-le également.

- **Indépendants**

Vérifiez quels sont les documents établis à vos anciens prénom et numéro de registre national. Veillez à modifier vos données personnelles sur toutes vos autorisations et agréments, auprès de la Banque-Carrefour des Entreprises et auprès de votre caisse d'assurances sociales. N'oubliez pas non plus le compte bancaire associé à votre activité professionnelle. Si vous êtes enregistré ou reconnu-e auprès de votre ordre ou institut professionnel, vous devez également y faire modifier vos données.

- **Fonction enregistrée dans le Moniteur belge (membre d'un conseil d'administration, associé, partenaire, fonctionnaire statutaire, etc.)**

Vous exercez une fonction pour laquelle votre nom a été publié au Moniteur (par exemple partenaire ou associé au sein d'une entreprise, membre d'un conseil d'administration, fonctionnaire statutaire, etc.) ? Votre fonction reste valide également après la modification de votre prénom et/ou de votre enregistrement du sexe. Vos informations personnelles devront être adaptées dans les statuts.

9. Banques et assurances

- **Banques**

Les comptes bancaires, les prêts, les placements et les autres produits financiers proposés par votre banque restent inchangés également après la modification de votre prénom et/ou de votre enregistrement du sexe.

Faites lire votre nouvelle carte d'identité par votre banque afin d'adapter vos données personnelles.

- **Assurances**

Si vous avez un contrat en cours sous certaines conditions, ces conditions restent les mêmes également après la modification de votre prénom et/ou de votre enregistrement du sexe. Vos informations personnelles doivent être adaptées sans devoir conclure un nouveau contrat ni définir d'autres conditions.

10. Condamnations existantes

Toutes les condamnations, procédures pénales et amendes existantes restent liées à votre personne, et ce également après la modification de votre prénom et/ou de votre enregistrement du sexe.

C. DES QUESTIONS SUR D'AUTRES ASPECTS ?

Outre des changements d'ordre juridique et administratif, la modification de l'enregistrement du sexe peut aussi avoir des implications sur d'autres aspects de votre vie. Plusieurs organisations spécialisées proposent des services d'information et de soutien. Consultez le site internet de l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes pour obtenir leurs coordonnées: <http://igvm-iefh.belgium.be/fr/activites/transgenre/legislation>.

D. DEMANDES D'INFORMATIONS OU PLAINTES ?

Avez-vous l'impression d'être traité-e de façon inégale en raison de votre identité de genre, de votre expression de genre ou de votre « changement de sexe » ? Pensez-vous être victime de discrimination de genre ?

>>> Prenez contact avec l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes :

- formulaire de signalement sur le site <http://igvm-iefh.belgium.be>
- egalite.hommesfemmes@iefh.belgique.be
- numéro gratuit 0800/12 800 (tapez 1 dans le menu)
- une lettre à : Rue Ernest Blerot 1 - 1070 Bruxelles

Les dossiers sont traités **gratuitement**, en toute **confidentialité** et toujours avec **l'accord de la personne qui a introduit le signalement**.

Vu pour être annexé à notre arrêté royal du 17 décembre 2017 établissant le modèle de brochure d'information visé à l'article 62bis, §3, dernier alinéa du Code civil.

PHILIPPE

Par le Roi,

Le Ministre de la Justice,

K. GEENS

La Secrétaire d'Etat à l'Egalité des chances,

Z. DEMIR

Je voornaam en geslachtsregistratie aanpassen bij de burgerlijke stand

Voorwoord Ministers

Het is niet niks, elke dag geconfronteerd worden met een voornaam en/of geslachtsregistratie die niet aansluiten bij je innerlijke overtuiging. Daarom hebben we met deze nieuwe wet de mogelijkheid gecreëerd om op een laagdrempelige wijze je voornaam en/of geslachtsregistratie te laten aanpassen.

Met de wet van 25 juni 2017 maken we het mensen mogelijk om zichzelf te zijn. In het verleden moesten transgenderpersonen door de wet van 10 mei 2007 heel wat verplichte ingrepen en behandelingen ondergaan. Door de nieuwe wet worden nu alle medische eisen om je geslachtsregistratie te laten aanpassen geschrapt. Voortaan is enkel jouw overtuiging van belang. Een verklaring op eer volstaat, waarmee we onze voorbeeldfunctie op het vlak van holebi- en transgenderrechten in Europa bevestigen.

Ook minderjarigen kunnen dankzij deze nieuwe wet beslissen hoe zij door het leven willen gaan. Vanaf de leeftijd van 12 jaar kunnen zij vragen om hun voornaam te laten aanpassen en vanaf 16 jaar kan ook de geslachtsregistratie al gewijzigd worden zonder dat er zware eisen worden gesteld.

Als minister van Justitie en staatssecretaris voor Gelijke Kansen zullen we blijven voortbouwen aan een samenleving waarin iedereen zich goed voelt en zijn persoonlijkheid en (gender)identiteit ten volle kan ontplooien.

Met deze informatiebrochure willen we in de eerste plaats mensen die een wijziging van de voornaam en/of de geslachtsregistratie willen, ondersteunen in de administratieve afhandeling hiervan. Deze brochure kwam tot stand door een intense samenwerking tussen het Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen, de Cel Gelijke Kansen, de FOD Justitie, het middenveld en in het bijzonder het Transgender Infopunt (TIP), Genres Pluriels en Çavaria. We willen oprecht al deze organisaties en instanties danken voor hun inbreng, feedback en ondersteuning.

Koen Geens,

Minister van Justitie

Zuhal Demir,

Staatssecretaris voor Gelijke kansen

Inleiding

Sinds 1 januari 2018 is er een nieuwe manier om je geslachtsregistratie, de 'M' of de 'V' in jouw geboorteakte, aan te passen. Dit kan door enkele stappen te doorlopen voor de ambtenaar van de burgerlijke stand¹. Als je deze stappen hebt gevolgd, wordt ook de M/V op jouw identiteitskaart en op andere officiële documenten aangepast.

Deze brochure legt uit wat je precies moet doen om de M/V in je geboorteakte aan te passen en/of je voornaam te veranderen. Ook de stappen die minderjarigen kunnen zetten, worden in deze brochure verduidelijkt. Daarnaast kan je lezen wat je kan doen bij een eventuele weigering van je aanvraag. Je leert ook hoe je, in uitzonderlijke gevallen, kan terugkeren naar je vorige geslachtsregistratie of je vorige voornaam.

De brochure geeft ook meer informatie over de juridische en administratieve gevolgen van de aanpassing van je geslachtsregistratie of van de verandering van je voornaam. Tot slot vind je contactgegevens waar je terecht kan met vragen of klachten.

¹ De functies, titels en graden die in deze publicatie worden gebruikt, verwijzen naar personen met om het even welke genderidentiteit, genderexpressie of geslacht.

Inhoud

| | |
|--|----|
| Voorwoord | 1 |
| Inleiding | 2 |
| Over terminologie..... | 5 |
| A. PROCEDURE..... | 6 |
| 1. Hoe kan ik de M/V op mijn geboorteakte aanpassen? | 6 |
| • Wie kan de M/V op de geboorteakte aanpassen? | 6 |
| • De procedure in het kort | 6 |
| • Waar doe je aangifte? | 7 |
| • Hoe gaat de procedure in zijn werk? | 7 |
| 2. Hoe kan ik mijn voornaam wijzigen?..... | 10 |
| 3. Welke stappen kan ik zetten als minderjarige? | 12 |
| • Als je 12 jaar bent geworden: voornaam veranderen..... | 12 |
| • Als je 16 jaar bent geworden: M/V aanpassen | 13 |
| • Als je 18 jaar bent geworden, of ontvoegd bent..... | 14 |
| 4. Wat als de ambtenaar van de burgerlijke stand weigert om de M/V in je geboorteakte te wijzigen?..... | 14 |
| 5. Kan ik nog terugkeren naar mijn vorige geslachtsregistratie en/of voornaam?..... | 16 |
| • Kan ik nog terugkeren naar mijn vorige geslachtsregistratie? | 16 |
| • Kan ik opnieuw mijn voornaam veranderen? | 16 |
| 6. Overgangsmaatregelen | 17 |
| • Ik heb al attesten verzameld, maar nog geen aangifte gedaan. Kan ik nog een aanvraag doen op basis van de oude wet?..... | 17 |
| • Ik heb al aangifte gedaan, maar mijn akte van geboorte werd nog niet gewijzigd. Wat nu?..... | 17 |
| B. WAT ZIJN DE JURIDISCHE EN ADMINISTRATIEVE GEVOLGEN? | 18 |
| 1. Zijn mijn gegevens overal aangepast?..... | 18 |
| 2. Identiteitsdocumenten..... | 19 |
| • Identiteitskaart | 19 |
| • Afschrift of uittreksel van je geboorteakte?..... | 19 |
| • Reispaspoort..... | 20 |
| 3. Familiebanden en erfenissen | 20 |
| • Huwelijksakte | 20 |
| • Verklaring van wettelijk samenwonen | 20 |
| • Huwelijksboekje van je ouders..... | 21 |

| | |
|--|----|
| • Afstamming | 21 |
| • Erfenissen | 22 |
| 4. Sociale zekerheid | 22 |
| • Ziekenfonds | 22 |
| • RIZIV..... | 22 |
| • Sociale uitkeringen (werkloosheidsuitkering, uitkeringen sociale zekerheid, kinderbijslag, pensioen, enz.) | 22 |
| 5. Mobiliteit | 23 |
| • Rijbewijs..... | 23 |
| • Inschrijvingsbewijs voertuig | 23 |
| • Abonnement openbaar vervoer | 23 |
| 6. Woning | 23 |
| • Eigendom of huurwoning | 23 |
| • Nutsbedrijven (elektriciteit, water, gas, internet, telefoon, enz.) | 23 |
| 7. Studiebewijzen | 23 |
| • Vlaamse studiebewijzen | 24 |
| • Studiebewijzen van de Franse Gemeenschap | 24 |
| • Studiebewijzen van de Duitstalige Gemeenschap | 24 |
| 8. Tewerkstelling | 24 |
| • Arbeidscontract | 24 |
| • Zelfstandigen | 24 |
| • Functie geregistreerd in het Staatsblad (lid van raad van bestuur, vennoot, partner, statutair ambtenaar, enz.)..... | 24 |
| 9. Bank en verzekeringen | 25 |
| • Banken | 25 |
| • Verzekeringen..... | 25 |
| 10. Bestaande veroordelingen | 25 |
| C. VRAGEN OVER ANDERE ASPECTEN? | 25 |
| D. INFORMATIEVRAGEN OF KLACHTEN?..... | 25 |

Over terminologie...

Genderidentiteit verwijst naar het innerlijke gevoel en de persoonlijke beleving van een persoon met betrekking tot zijn gender. Deze kan al dan niet overeenkomen met het geslacht dat werd toegekend bij de geboorte.

Genderexpressie verwijst naar de manier waarop men de genderidentiteit uit (kleding, taal, gedrag...) en naar de manier waarop ze wordt gezien door anderen².

De **geslachtsregistratie** is de vermelding van een geslacht in de geboorteakte, aangeduid met een M (of 'zoon') voor het mannelijke geslacht en een V (of 'dochter') voor het vrouwelijke geslacht. Het is diezelfde M of V die op je identiteitskaart en op andere officiële documenten staat.

Het **rijksregisternummer** is een uniek nummer waarmee je je kan identificeren. Iedereen die ingeschreven is in het Rijksregister in België krijgt een persoonlijk nummer. Het rijksregisternummer bestaat uit 11 cijfers, waarvan de eerste zes cijfers jouw geboortedatum aanduiden. De tweede groep van cijfers bestaat uit drie getallen. Dit getal is *even* voor een persoon die geregistreerd wordt met een vrouwelijk geslacht en *oneven* voor de registratie van een mannelijk geslacht. Je vindt je rijksregisternummer achteraan op je identiteitskaart.

De begrippen in deze informatiebrochure stemmen overeen met deze van de wet van 25 juni 2017³.

² De definities van genderidentiteit en genderexpressie komen uit de parlementaire voorbereidingen van het wetsontwerp tot wijziging van de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van discriminatie tussen vrouwen en mannen met het oog op de uitbreiding ervan naar genderidentiteit en genderexpressie, Parl. St. Kamer 2016-2017, nr. 3483/001.

³ Wet van 25 juni 2017 tot hervorming van regelingen inzake transgenders wat de vermelding van een aanpassing van de registratie van het geslacht in de akten van de burgerlijke stand en de gevolgen hiervan betreft, B.S. 10 juli 2017.

A. PROCEDURE

Als je overtuigd bent dat de M of de V die in je geboorteakte staat niet overeenkomt met je genderidentiteit, kan je dit laten aanpassen. Je doet dit door een louter administratieve procedure te doorlopen bij de ambtenaar van de burgerlijke stand.

1. Hoe kan ik de M/V op mijn geboorteakte aanpassen?

- **Wie kan de M/V op de geboorteakte aanpassen?**

Als je een meerderjarige Belg bent, kan je de M/V op je geboorteakte laten aanpassen, ook als je in het buitenland woont.

Wanneer je 16 jaar bent geworden, kan je ook al de M/V op je geboorteakte aanpassen. Om dit te doen zal je wel enkele bijkomende stappen moeten zetten, die enkel van toepassing zijn voor minderjarigen. Deze stappen worden besproken onder het hoofdstuk 'Welke stappen kan ik zetten als minderjarige?'.
Als je geen Belg bent, maar je wel bent ingeschreven in het bevolkingsregister of het vreemdelingenregister, kan je ook je M/V laten aanpassen bij de ambtenaar van de burgerlijke stand. Als je als vreemdeling bent ingeschreven in het wachtregister, kan je de procedure niet starten.

Als je een ontvoogde minderjarige bent, kan je de M/V laten aanpassen in je geboorteakte. Dit doe je door dezelfde procedure te volgen die ook geldt voor meerderjarigen.

- **De procedure in het kort**

Om de M/V op de geboorteakte aan te passen doorloop je twee stappen:

- Je gaat langs bij de bevoegde ambtenaar van de burgerlijke stand (bij welke ambtenaar van de burgerlijke stand je dit doet, vind je in het deel: 'Waar doe je aangifte?') met je identiteitskaart en een door jou ondertekende verklaring⁴ waarin je zegt dat je de M of V in je geboorteakte wil veranderen. Je krijgt een ontvangstbewijs van de ambtenaar van de burgerlijke stand. Daarna wacht je minimum drie maanden. In deze periode vraagt de ambtenaar van de burgerlijke stand het advies van de procureur des Konings⁵.
- Na minimum 3 maanden en maximum 6 maanden, ga je terug naar dezelfde Dienst burgerlijke stand met je identiteitsbewijs, het ontvangstbewijs en een tweede verklaring⁶.

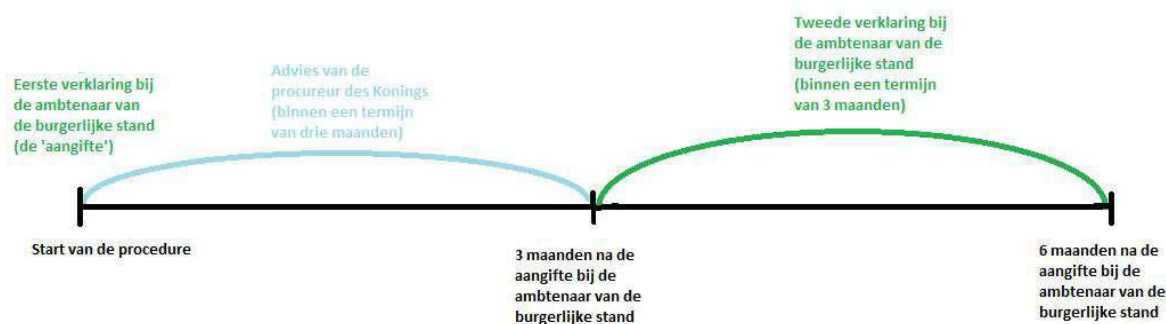
⁴ Een model van deze verklaring vind je terug op de website van het Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen (<http://igvm-iefh.belgium.be/nl/activiteiten/transgender/wetgeving>) en op de website van FOD Justitie (www.justitie.belgium.be/transgenders). De ambtenaar van de burgerlijke stand kan je ook deze verklaring meegeven.

⁵ De **procureur des Konings** leidt in elk gerechtelijk arrondissement het Openbaar Ministerie. Het Openbaar Ministerie treedt op als vertegenwoordiger van de maatschappij. Voor meer informatie, zie: <https://www.rechtbanken-tribunaux.be/nl/rechtbanken-hoven/rechtbank-van-koophandel/personen/procureur-des-konings>.

⁶ Een model van deze verklaring vind je terug op de website van het Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen (<http://igvm-iefh.belgium.be/nl/activiteiten/transgender/wetgeving>) en op de website van FOD

In deze tweede, door jou ondertekende, verklaring herhaal je dat je de M of V in je geboorteakte wil veranderen.

Concreet ziet het tijdsverloop van de procedure er als volgt uit:



- **Waar doe je aangifte?**

Je doet aangifte bij de ambtenaar van de burgerlijke stand van de gemeente waar je bent ingeschreven in het bevolkings- of vreemdelingenregister. Dit wil zeggen, de plaats waar je gedomicilieerd bent.

Als je niet bent ingeschreven in het Belgische bevolkingsregister, doe je aangifte bij de ambtenaar van de burgerlijke stand van je geboorteplaats.

Als je de Belgische nationaliteit hebt, maar niet in het Belgisch bevolkingsregister bent ingeschreven en ook niet in België bent geboren, doe je aangifte bij de ambtenaar van de burgerlijke stand in de Stad Brussel. In dit geval geef je een adres op waarnaar een eventuele weigering kan worden verstuurd.

Het adres van de ambtenaar van de burgerlijke stand van de Stad Brussel is:

Administratief Centrum van Brussel
Anspachlaan 6
1000 Brussel
E-mail: burgerlijkestand@brucity.be

- **Hoe gaat de procedure in zijn werk?**

Eerste verklaring voor de ambtenaar van de burgerlijke stand

In je eerste verklaring staat:

- Je officiële naam, voornaam, geboortedatum en -plaats

Justitie (www.justitie.belgium.be/transgenders). De ambtenaar van de burgerlijke stand kan je ook deze verklaring meegeven.

- Dat je al een hele tijd overtuigd bent dat het geslacht vermeld in jouw akte van geboorte niet overeenstemt met je innerlijk beleefde genderidentiteit
- Dat je de administratieve en juridische gevolgen van een aanpassing van de registratie van het geslacht in de akte van geboorte wenst
- Je handtekening
- De plaats en datum van ondertekening

Je kan een modelformulier van deze verklaring vinden op de website van het Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen (<http://igvm-iefh.belgium.be/nl/activiteiten/transgender/wetgeving>) en op de website van FOD Justitie (www.justitie.belgium.be/transgenders). De ambtenaar van de burgerlijke stand kan dit formulier ook meegeven.

Concreet betekent dit dat je je M/V kan wijzigen, alleen op basis van jouw persoonlijke overtuiging. In de modelverklaring staat vermeld dat je al een hele tijd deze overtuiging hebt en dat je dit nu ook aangepast wil zien in alle administratieve en juridische documenten. Door dit papier te ondertekenen maak je je verklaring officieel en start je de procedure om je M/V op je geboorteakte te veranderen.

Bij de ambtenaar van de burgerlijke stand heb je je identiteitskaart nodig om je te identificeren. Houd je identiteitskaart dus bij de hand.

Op het moment van aangifte, wijst de ambtenaar van de burgerlijke stand je erop dat de procedure in principe onherroepelijk is en je niet meer kan terugkeren naar je oude geslachtsregistratie. Enkel in uitzonderlijke gevallen en na het doorlopen van een procedure voor de familierechtbank zal dit mogelijk zijn. Hoe dit precies in zijn werk gaat, vind je in het deel 'Kan ik nog terugkeren naar mijn vorige geslachtsregistratie en voornaam?'.

Vervolgens neemt de ambtenaar van de burgerlijke stand akte van je verklaring. De ambtenaar van de burgerlijke stand geeft je ook een informatieblad mee met ontvangstbewijs, waarop de datum van de aangifte is vermeld. Dit document breng je opnieuw mee wanneer je je tweede verklaring indient bij de ambtenaar van de burgerlijke stand.

Wachttermijn

Nadat je aangifte hebt gedaan bij de ambtenaar van de burgerlijke stand, begint een wachttermijn te lopen. Je moet minimum drie maanden en maximum zes maanden wachten, voordat je de volgende stap kan zetten. Tijdens deze periode vraagt de ambtenaar van de burgerlijke stand het advies van de procureur des Konings.

Ten vroegste drie maanden na de aangifte, kan je opnieuw langsgaan bij de ambtenaar van de burgerlijke stand om jouw tweede verklaring af te geven. Je hebt vanaf dan drie maanden tijd om opnieuw bij de ambtenaar van de burgerlijke stand langs te gaan. Als je te lang wacht, en er meer dan zes maanden zijn verstreken sinds de aangifte, moet je een nieuwe procedure starten bij de ambtenaar van de burgerlijke stand.

| | Datum van de | Eerste dag | Laatste dag waarop je de tweede |
|--|--------------|------------|---------------------------------|
|--|--------------|------------|---------------------------------|

| | aangifte | waarop je de tweede verklaring bij de ambtenaar van de burgerlijke stand kan doen | verklaring bij de ambtenaar van de burgerlijke stand kan doen |
|-----------|----------|---|---|
| Voorbeeld | 10 juli | 11 oktober | 10 januari |

Advies van de procureur des Konings

Tijdens de wachtermijn van drie maanden vraagt de ambtenaar van de burgerlijke stand het advies van de procureur des Konings. De procureur des Konings heeft drie maanden tijd om advies te geven.

De procureur des Konings zal nagaan of de aanvraag niet in strijd is met de openbare orde⁷. De procureur des Konings zal onder andere onderzoeken of er sprake is van fraude. Het kan zijn dat de procedure wordt misbruikt om identiteitsfraude te plegen, bijvoorbeeld omdat men wordt gezocht door het gerecht, of om aan schuldeisers te ontsnappen.

De procureur des Konings kan enkel een **negatief advies** geven indien de aangifte in strijd is met de openbare orde. Het louter hebben van een strafblad, zonder motivatie waarom de aanvraag strijdig is met de openbare orde, is alleszins niet voldoende.

Als de procureur des Konings een negatief advies heeft gegeven, zal de ambtenaar van de burgerlijke stand weigeren om de akte van aanpassing van de registratie van het geslacht op te maken. De ambtenaar van de burgerlijke stand zal jou onmiddellijk op de hoogte brengen van de weigering. Hij zal de gemotiveerde beslissing en, eventueel, het negatief advies van de procureur des Konings aangetekend versturen of aan jou persoonlijk geven. In beide gevallen krijg je een ontvangstbewijs dat aantoont dat je de weigeringsbeslissing hebt ontvangen.

Als de procureur des Konings na drie maanden **geen advies** heeft gegeven, wordt ervan uitgegaan dat het advies **positief** is.

Wanneer de procureur des Konings later merkt dat de aanpassing van de M/V in strijd is met de openbare orde, kan de aanpassing achteraf nog vernietigd worden. Dit kan ook wanneer de M/V al is aangepast in de officiële documenten van een persoon.

Tweede verklaring voor de ambtenaar van de burgerlijke stand

Ten vroegste drie maanden en ten laatste zes maanden na het afleggen van je eerste verklaring, ga je een tweede keer langs bij dezelfde Dienst burgerlijke stand waar je ook je eerste verklaring hebt afgegeven. Op het ontvangstbewijs dat je kreeg bij de aangifte, staan de eerste en de laatste dag van de termijn vermeld waarin je je tweede verklaring kan afgeven.

⁷ 'In strijd met de **openbare orde**' betekent in het licht van deze wet, dat het recht om de geslachtsregistratie aan te passen wordt gebruikt om ongeoorloofde doelen te bereiken. De M/V op de geboorteakte wordt in dit geval niet veranderd zodat dit zou overeenkomen met de beleefde genderidentiteit, maar om andere doelen te bereiken.

Neem hiervoor, samen met je tweede verklaring, ook je identiteitskaart en het ontvangstbewijs mee dat je hebt gekregen wanneer je je eerste verklaring hebt afgelegd.

In je tweede verklaring staat:

- Je officiële naam, voornaam, geboortedatum en geboorteplaats
- Dat je nog steeds overtuigd bent dat het geslacht vermeld in je akte van geboorte niet overeenstemt met je innerlijk beleefde genderidentiteit
- Dat je je bewust bent van de administratieve en juridische gevolgen die de aanpassing van de registratie van het geslacht in de geboorteakte met zich meebrengt
- Dat je je bewust bent van het, in beginsel, onherroepelijke karakter van de aanpassing van de registratie van het geslacht in de akte van geboorte
- Je handtekening
- De plaats en datum van ondertekening

Je kan een modelformulier van deze tweede verklaring vinden op de website van het Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen (<http://igvm-iefh.belgium.be/nl/activiteiten/transgender/wetgeving>) en de website van de FOD Justitie (www.justitie.belgium.be/transgenders). De ambtenaar van de burgerlijke stand kan jou dit formulier ook meegeven.

Als je de tweede verklaring hebt afgegeven en de procureur des Konings geen negatief advies heeft gegeven, zal de ambtenaar van de burgerlijke stand de M/V veranderen in jouw geboorteakte. Daarna wordt dit ingeschreven in de registers van de burgerlijke stand. De aanpassing wordt ook in de kant van jouw andere akten van de burgerlijke stand en deze van je kinderen vermeld.

2. Hoe kan ik mijn voornaam wijzigen?

Als je een meerderjarige Belg bent, kan je je voornaam⁸ veranderen door een verzoek en enkele documenten in te dienen bij de Federale overheidsdienst Justitie.

Als je minderjarig bent, kan je vanaf het moment dat je 12 jaar bent geworden ook al je voornaam veranderen. Om dit te doen zal je wel enkele bijkomende stappen moeten nemen, die enkel van toepassing zijn op minderjarigen. Deze stappen worden besproken onder het hoofdstuk 'Welke stappen kan ik zetten als minderjarige?'.

Je verzoek bevat het volgende:

- Je officiële naam, voornaam, geboortedatum en geboorteplaats

⁸ Als je meerdere voornamen hebt kan je ervoor kiezen om één, meerdere of alle voornamen te veranderen. Geef duidelijk aan welke voornamen je precies wilt veranderen.

- Je verklaring waarin je aangeeft dat het geslacht dat vermeld is in je geboorteakte niet overeenstemt met jouw innerlijk beleefde genderidentiteit, en dat je om deze reden een verzoek indient om de voornaam aan te passen
- Je nieuw gekozen voornaam
- Je volledige coördinaten (adres, telefoonnummer en e-mailadres)
- Je handtekening
- De plaats en datum van ondertekening

Je kan een modelformulier van dit verzoek vinden op de website van het Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen (<http://igvm-iefh.belgium.be/nl/activiteiten/transgender/wetgeving>) en de website van de FOD Justitie (www.justitie.belgium.be/transgenders).

De volgende documenten worden bij het verzoek gevoegd:

- Een letterlijk afschrift (geen uittreksel) van de geboorteakte⁹ of bij gebrek aan een geboorteakte, een plaatsvervangend document
- Een recent bewijs van woonst
- Een bewijs van de Belgische nationaliteit of, voor de vluchtelingen en de staatlozen, een attest dat deze hoedanigheid bewijst
- Een uittreksel uit het strafregister (model 1)

Je verzoek en de documenten zend je naar het volgende adres:

Federale overheidsdienst Justitie

Dienst Voornaams- en naamsverandering
Waterloolaan 115
1000 Brussel

De gewenste, nieuwe voornaam moet in overeenstemming zijn met je innerlijk beleefde genderidentiteit. Je kan ook kiezen voor een genderneutrale naam.

De verandering van de voornaam is definitief op de dag van de ondertekening van het ministerieel besluit. Zodra de vergunning is verleend, word je daarvan per aangetekende brief op de hoogte gesteld.

Binnen de 60 dagen na de registratie van het besluit dien je het afschrift ervan te bezorgen aan de ambtenaar van de burgerlijke stand op het gemeentehuis. Die ambtenaar van de burgerlijke stand

⁹ In bepaalde gevallen kan dit ook een gelegaliseerde akte zijn. Voor meer informatie: https://diplomatie.belgium.be/nl/Diensten/legalisatie_van_documenten.

moet het beschikkend gedeelte van het besluit in de registers overschrijven. De voornaamsverandering is pas na de overschrijving van kracht. De andere administratieve formaliteiten (aanpassing van de bevolkingsregisters, wijziging van de identiteitskaart...) worden vervuld na de overschrijving van het beschikkend gedeelte van het ministerieel besluit.

Voor het veranderen van je voornaam en de aanpassing van je geslachtsregistraties, volg je dus twee aparte procedures. Je kan ervoor kiezen om eerst je voornaam te wijzigen en dan de M/V in je geboorteakte te laten aanpassen, of omgekeerd. Je kan ook beide tegelijkertijd aanvragen bij de verschillende diensten. Let hierbij wel op dat de termijnen van deze twee procedures verschillen. De procedure om je voorna(a)m(en) te veranderen duurt gemiddeld langer: 6 maanden tot 1 jaar. De M/V op je geboorteakte wijzigen duurt minstens 3 maanden en maximum 6 maanden. Door het verschillende tijdsverloop van de twee procedures, is de kans dus groot dat je twee keer een nieuwe identiteitskaart, nieuw rijbewijs en andere documenten zal moeten aanvragen.

Je kan eenmalig je voornaam veranderen aan een beperkt tarief van 49 euro. Indien je nadien nog eens je voornaam wil wijzigen, volg je de normale procedure. Je betaalt dan het normale tarief van 490 euro. Een uitzondering hierop is wanneer de familierechtbank jou, bij een terugkeerprocedure, toestaat om opnieuw te veranderen van voornaam. Meer informatie over de terugkeerprocedure vind je in het vijfde deel: 'Kan ik nog terugkeren naar mijn vorige geslachtsregistratie en voornaam?'.

Er is ook een uitzondering op deze procedure voor minderjarigen die de naam veranderden, maar de geslachtsregistratie vervolgens niet aanpasten. Meer informatie hierover vind je in deel 3, 'Als je 12 jaar bent geworden: voornaam veranderen'.

Voor meer informatie over de procedure van een voornaamswijziging, kan je de brochure '[Veranderen van naam of voornaam](#)' raadplegen op de website van FOD Justitie: <https://justitie.belgium.be/nl> (Home > Personen en gezinnen > Naamsverandering).

3. Welke stappen kan ik zetten als minderjarige?

Vanaf de leeftijd van 12 jaar kan je als minderjarige al verschillende stappen zetten. Wat je precies kan doen, hangt af van hoe oud je bent.

- **Als je 12 jaar bent geworden: voornaam veranderen**

Vanaf je 12 jaar kan je je voornaam veranderen. Je kan dan een voornaam kiezen die past bij jouw genderidentiteit. Je kan dit wel niet alleen. Jouw **beide** ouders, ook als ze gescheiden leven, of jouw vertegenwoordiger moeten ook akkoord gaan. Dit betekent dat je beide ouders of je vertegenwoordiger jouw verzoek om je voornaam te veranderen moeten ondertekenen.

Je ouders zijn deze personen die het ouderlijk gezag over je uitoefenen. Enkel als een ouder het ouderlijk gezag alleen uitoefent, kan deze ouder alleen ondertekenen.

Je kan een modelformulier van dit verzoek vinden op de website van het Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen (<http://igvm-iefh.belgium.be/nl/activiteiten/transgender/wetgeving>) of de website van FOD Justitie (www.justitie.belgium.be/transgenders). Je kan dit document printen en

ondertekend opsturen naar de FOD Justitie, samen met de andere nodige documenten. In het deel '2. Hoe kan ik mijn voornaam wijzigen?' wordt uitgelegd hoe je dit precies doet.

Als één of beide ouders of je vertegenwoordiger niet willen dat je je voornaam wijzigt, kan je de familierechtbank vragen om een 'voogd ad hoc' aan te stellen. De voogd ad hoc vervangt in dit geval je beide ouders. De rechter kan dan een advocaat aanduiden als 'voogd ad hoc', die jou bijstaat om je voornaam te veranderen. Je volgt hiervoor een procedure voor de familierechtbank. Als minderjarige kan je kosteloos beroep doen op een advocaat.

Je voornaam veranderen kost 49 euro. Hoe je precies je verzoek indient en welke documenten je nodig hebt, vind je onder het deeltje hierboven: 'Hoe kan ik mijn voornaam wijzigen?'.

Je kan de M of de V, die op jouw geboorteakte en je identiteitskaart staat, pas wijzigen wanneer je 16 jaar bent geworden. Tot dan kan je dus je voornaam veranderen, maar de M of de V op je documenten nog niet.

Je kan een tweede keer van voornaam veranderen aan het beperkte tarief (49 euro). Je kan dit enkel doen als je nog geen 18 jaar bent geworden en als je de M of V in je geboorteakte niet hebt veranderd. Deze voornaam moet wel overeenkomen met het geslacht dat oorspronkelijk in de geboorteakte werd geregistreerd.

Je dient hiervoor opnieuw een verzoek in bij de FOD Justitie, en volgt dezelfde stappen zoals hierboven werd uitgelegd. Je voegt bij je verzoek aan de FOD Justitie nu een verklaring toe waarin je aangeeft dat het geslacht dat vermeld is in je geboorteakte toch overeenstemt met jouw innerlijk beleefde genderidentiteit, en dat je om deze reden een verzoek indient om de voornaam aan te passen.

- **Als je 16 jaar bent geworden: M/V aanpassen**

Vanaf je 16 jaar kan je de M/V die in je geboorteakte staat aanpassen. Dit betekent dat op alle officiële documenten, zoals je identiteitskaart, de M of de V zal staan waarvoor jij gekozen hebt.

Je volgt hiervoor de procedure, die hierboven uitgelegd is in 'Hoe gaat de procedure in zijn werk?'. De enige verschillen met de procedure voor meerderjarigen zijn de volgende:

- Je laat je bijstaan door jouw beide ouders of je vertegenwoordiger wanneer je je eerste verklaring aflegt bij de ambtenaar van de burgerlijke stand.
- Je geeft een verklaring af van de kinder- en jeugdpsychiater bij je aangifte bij de ambtenaar van de burgerlijke stand. In deze verklaring zal deze kinder- en jeugdpsychiater aangeven dat je deze beslissing alleen kan nemen, dat je dus 'onderscheidingsvermogen' hebt.

Wanneer je aangifte doet bij de ambtenaar van de burgerlijke stand, laat je je dus bijstaan door je beide ouders of vertegenwoordiger. Dit wil zeggen dat zij jouw verklaring, waarin je zegt dat je de M of de V op je officiële documenten wil veranderen, mee ondertekenen. Je beide ouders moeten ook meegaan met jou naar de ambtenaar van de burgerlijke stand als je je eerste verklaring afgeeft. Ook als je ouders gescheiden leven moeten ze samen ondertekenen en samen met jou meegaan om de eerste verklaring af te geven.

Je ouder(s) kunnen ook een bijzondere en authentieke volmacht opstellen, waardoor zij niet in persoon aanwezig moeten zijn wanneer je naar de ambtenaar van de burgerlijke stand gaat.

Je ouders zijn deze personen die het ouderlijk gezag over je uitoefenen. Enkel als de uitoefening van het ouderlijk gezag aan één ouder is toegewezen kan deze ouder dit alleen doen.

Als één of beide ouders of je vertegenwoordiger weigeren om jou bij te staan, kan je de familierechtbank vragen om een 'voogd ad hoc' aan te stellen. De rechter kan dan een advocaat (de 'voogd ad hoc') aanduiden, die je in plaats van je ouders zal bijstaan om je geslachtsregistratie in je akte van geboorte te laten veranderen. De voogd ad hoc vervangt dan je beide ouders. Om een voogd ad hoc te krijgen, volg je een procedure voor de familierechtbank.

Als je je eerste verklaring doet bij de ambtenaar van de burgerlijke stand, heb je ook een verklaring van een kinder- of jeugdpsychiater nodig. Deze psychiater zal bekijken of je het vereiste 'onderscheidingsvermogen' hebt. Dit betekent dat je in staat bent om alleen deze beslissing te nemen. Als de kinder- of jeugdpsychiater meent dat je dat inderdaad kan, zal hij jou een verklaring meegeven. Een model van deze verklaring vind je terug op: <http://igvm-iefh.belgium.be/nl/activiteiten/transgender/wetgeving>.

Voor de verandering van je voornaam volg je de procedure die werd beschreven onder de titel 'Als je 12 jaar bent geworden'. Ook bij deze procedure laat je je bijstaan door je beide ouders of je vertegenwoordiger.

- **Als je 18 jaar bent geworden, of ontvoogd bent**

De gewone procedure voor meerderjarigen die hierboven wordt beschreven is van toepassing.

Als je ontvoogd bent, volg je dus, ongeacht je leeftijd, de procedure die van toepassing is voor meerderjarigen.

4. Wat als de ambtenaar van de burgerlijke stand weigert om de M/V in je geboorteakte te wijzigen?

De ambtenaar van de burgerlijke stand kan in bepaalde, erg specifieke gevallen, weigeren om de M/V in je officiële documenten te veranderen. Deze beslissing moet hij duidelijk motiveren. Het negatief advies van de procureur des Konings geldt ook als motivatie van de beslissing. Hij kan in ieder geval niet weigeren omwille van persoonlijke redenen of een persoonlijke overtuiging.

Als er geen negatief advies is van de procureur des Konings, kan de ambtenaar van de burgerlijke stand enkel in uitzonderlijke gevallen weigeren. Dit kan bijvoorbeeld als je op dat moment je wil niet zou kunnen uitdrukken (bv. bij dronkenschap). De ambtenaar van de burgerlijke stand zal ook weigeren als er bepaalde administratieve stappen niet correct werden doorlopen, bijvoorbeeld wanneer de verklaring niet werd afgegeven, niet alle gegevens in de verklaring werden opgenomen of wanneer de termijnen overschreden werden, enzovoort.

De ambtenaar van de burgerlijke stand zal jou onmiddellijk op de hoogte brengen van de weigering. Hij zal de gemotiveerde beslissing en, eventueel, het negatief advies van de procureur des Konings aangetekend versturen of aan jou persoonlijk geven. In beide gevallen geef je een ontvangstbewijs dat aantoont dat je de weigeringsbeslissing hebt ontvangen.

Je kan in beroep gaan tegen een weigeringsbeslissing van de ambtenaar van de burgerlijke stand. Dit doe je door een verzoekschrift in te dienen bij de familierechtbank van de plaats waar je aangifte deed. Het verzoekschrift kan opgesteld worden door jezelf of door een advocaat.

Een **verzoekschrift** is een schriftelijk document, waarmee je een procedure start voor de rechtbank. Het bevat de volgende gegevens:

- De datum
- Je officiële naam, voornaam, beroep en adres
- Als je nog geen 18 bent: de naam, de voornaam en het adres/de adressen van je ouders of voogd
- Het onderwerp en in het kort de reden waarom je naar de rechtbank stapt
- Tot welke rechtbank je je richt
Wat de aanpassing van de geslachtsregistratie betreft richt je je tot de familierechtbank. Je duidt hierbij ook aan welke familierechtbank territoriaal bevoegd is voor jouw procedure. Welke rechtbank bevoegd is voor de plaats waar je woont, kan je hier terug vinden: http://www.juridat.be/cgi_cantons/liste-competence.pl?lg_fr_nl=nl

Je legt dit verzoekschrift in twee exemplaren neer op de griffie van de familierechtbank die bevoegd is voor de plaats waar jij aangifte hebt gedaan.¹⁰

Je hebt 60 dagen tijd om beroep in te stellen. De eerste dag van deze termijn begint te lopen vanaf de dag dat de ambtenaar van de burgerlijke stand jou op de hoogte heeft gebracht van de weigering. Deze datum vind je op het ontvangstbewijs.

Als de laatste dag waarop je beroep kan instellen een zaterdag, zondag of wettelijke feestdag is, dan wordt de termijn verlengd tot de eerstvolgende werkdag. Als je beroep wilt instellen tegen de weigering, houd je dus best deze termijnen in het oog.

| | Datum weigering Ambtenaar van de Burgerlijke Stand | Eerste dag waarop je beroep kan instellen tegen de weigeringsbeslissing | Laatste dag waarop je beroep kan instellen tegen de weigeringsbeslissing |
|-----------------------------|---|--|--|
| Vb. 1 (Normale situatie) | 10 juli | 11 juli | 8 september |
| Vb. 2 (Feestdag) | 26 oktober | 27 oktober | 25 december, maar omdat deze dag een feestdag is, wordt de termijn verlengd tot de eerstvolgende werkdag |

Indien de rechtbank beslist dat de M/V op jouw geboorteakte kan worden aangepast, zal de ambtenaar van de burgerlijke stand dit onmiddellijk wijzigen in de registers van de burgerlijke stand.

¹⁰ De inleiding en de behandeling van de vordering op eenzijdig verzoekschrift wordt uitvoerig besproken in artikelen 1025 tot en met 1034 van het Gerechtelijk Wetboek.

5. Kan ik nog terugkeren naar mijn vorige geslachtsregistratie en/of voornaam?

- **Kan ik nog terugkeren naar mijn vorige geslachtsregistratie?**

Normaal gezien is de aanpassing van de registratie van het geslacht in de geboorteakte definitief. Je kan enkel terugkeren naar het geslacht dat oorspronkelijk in de geboorteakte werd geregistreerd, als je een procedure voor de familierechtbank doorloopt.

Je kan deze terugkeerprocedure beginnen door het indienen van een eenzijdig verzoekschrift bij de familierechtbank.

Voor de familierechtbank lever je het bewijs van 'uitzonderlijke omstandigheden'. Het kan bijvoorbeeld zijn dat je genderidentiteit niet meer aansluit bij je veranderde registratie.

Als je uitzonderlijke omstandigheden kan bewijzen, kan de familierechtbank de nieuwe aanpassing van de registratie van het geslacht in de geboorteakte toestaan. De wijziging heeft dan geen gevolgen meer vanaf de overschrijving van het vonnis of arrest in de registers van de burgerlijke stand. Vanaf dat moment is de geslachtsaanduiding die geregistreerd werd op het moment van jouw geboorte opnieuw van tel. Er wordt ook een volledig nieuw rijksregisternummer aangemaakt.

Het volgen van de terugkeerprocedure voor de familierechtbank kan wel proceskosten met zich meebrengen.

- **Kan ik opnieuw mijn voornaam veranderen?**

Normaal gezien kan je maar één keer van voornaam veranderen om deze te laten overeenkomen met je genderidentiteit. De familierechtbank kan wel toestaan om opnieuw te veranderen van voornaam, nadat je een terugkeerprocedure naar je oorspronkelijke geslachtsregistratie hebt gevolgd. In dit geval kan je je voornaam nog eens wijzigen aan het beperkte tarief van 49 euro.

Als de familierechtbank jou heeft toegestaan om opnieuw van voornaam te veranderen, kan je je voornaam terug veranderen door een verzoek in te dienen bij de FOD Justitie. Bij je verzoek voeg je de beslissing van de rechter toe, waarin die jou toestaat om jouw voornaam opnieuw te veranderen aan het beperkte tarief van 49 euro.

Als je nog geen 18 jaar bent geworden en je de M of V in je geboorteakte niet hebt veranderd, kan je een tweede keer van voornaam veranderen. Je betaalt in dit geval het beperkte tarief van 49 euro. Deze voornaam moet wel overeenkomen met je vorige genderidentiteit. Je dient hiervoor opnieuw een verzoek in bij de FOD Justitie, en volgt dezelfde stappen zoals hierboven werd uitgelegd (zie deel 2: 'Hoe kan ik mijn voornaam wijzigen?'). Je voegt bij je verzoek aan de FOD Justitie een verklaring toe waarin je aangeeft dat de oorspronkelijke geslachtsregistratie die vermeld werd in je geboorteakte toch overeenstemt met jouw innerlijk beleefde genderidentiteit, en dat je om deze reden een verzoek indient om de voornaam aan te passen.

Buiten de familierechtbank om is ook nog de gewone procedure tot voornaamswijziging mogelijk. Als je de gewone procedure volgt, ben je wel niet zeker of je voornaam zal veranderd worden. De gewone procedure is namelijk een 'gunst', die je al dan niet kan krijgen. In dit geval betaal je het gewone tarief van 490 euro.

6. Overgangsmatregelen

- **Ik heb al attesten verzameld, maar nog geen aangifte gedaan. Kan ik nog een aanvraag doen op basis van de oude wet?**

Het kan zijn dat je al voldoet aan de vroegere voorwaarden, maar nog geen aangifte hebt gedaan op basis van de oude wet (wet van 10 mei 2007¹¹). Je kan vragen aan de ambtenaar van de burgerlijke stand om de vroegere regels toe te passen. Je kan dit vragen tot eind juni 2018.

- **Ik heb al aangifte gedaan, maar mijn akte van geboorte werd nog niet gewijzigd. Wat nu?**

Als je al een 'aangifte tot geslachtswijziging' hebt gedaan op basis van de oude wet (wet van 10 mei 2007), maar er nog geen definitieve akte werd opgesteld kan je er ook voor kiezen om een nieuwe aanvraag te doen op basis van de nieuwe wet. Dit kan voor jou makkelijker of sneller zijn, afhankelijk van welke stappen je reeds hebt ondernomen.

Als de ambtenaar van de burgerlijke stand weigerde om een akte op te stellen in het kader van de oude wet, kan je ook opnieuw aangifte doen onder de nieuwe wet. Dit kan je ook doen als er een gerechtelijke procedure gestart zou zijn tegen de weigering. Ook als iemand anders beroep heeft ingesteld tegen de wijziging, kan je een nieuwe aangifte doen op basis van de nieuwe wet.

¹¹ Wet van 10 mei 2007 betreffende de transseksualiteit, B.S. 11 juli 2007.

B. WAT ZIJN DE JURIDISCHE EN ADMINISTRATIEVE GEVOLGEN?

Bij een aanpassing van je voornaam en/of geslachtsregistratie komen er een aantal administratieve zaken kijken.

Reeds bestaande (notariële) akten, contracten, verzekeringen, enz., blijven na de aanpassing van je voornaam en/of geslachtsregistratie gewoon bestaan. Ook juridisch blijf je immers dezelfde persoon als daarvoor. Je behoudt met andere woorden al je rechten, bevoegdheden en verplichtingen. Op bepaalde documenten kan je je voornaam wel laten aanpassen (zie hieronder), maar ook na deze aanpassing blijven de voorwaarden verbonden aan de akten dezelfde (bv. afgesproken prijs).

Alle akten die opgemaakt worden na de aanpassing van je voornaam en/of geslachtsregistratie, moeten worden opgesteld op basis van je nieuwe voornaam en geslachtsregistratie.

1. Zijn mijn gegevens overal aangepast?

Een aantal instellingen zullen in principe automatisch op de hoogte worden gebracht van de wijziging van je persoonsgegevens:

- Sociale zekerheidsinstellingen (RVA, HVW, RIZIV, RSZ, enz.)
- Kinderbijslagfonds
- Ziekenfonds
- OCMW
- Arbeidsongevallenverzekeraars
- Kassen voor jaarlijkse vakantie
- Fondsen voor bestaanszekerheid
- Gewestelijke huisvestingsmaatschappijen
- Kind en Gezin
- VDAB, Actiris, Forem

Kijk na of je gegevens effectief werden aangepast.

Andere organisaties zal je zelf moeten inlichten over je voornamswijziging (en indien relevant, de aanpassing van je geslachtsregistratie). Hierbij enkele voorbeelden:

- Je werkgever
- Je school of onderwijsinstelling
- Je vakbond
- Nutsbedrijven (elektriciteits-, gas- en waterleverancier)
- Kabelmaatschappij, telefoonmaatschappij en/of internetprovider
- Bank en verzekeringsmaatschappij(en)
- Behandelende (huis)arts
- Distributiemaatschappij(en) van dagbladen en tijdschriften
- Bibliotheek
- Verenigingen waarvan je lid bent
- Firma's waar je een klantenkaart bij hebt
- Formulier voor instemming of weigering tot orgaandonatie
- Verklaring tot schenking van je lichaam aan de wetenschap
- Enz.

Om te bewijzen dat je dezelfde persoon bent als voor de aanpassing van je voornaam en/of geslachtsregistratie, kan je een afschrift van je geboorteakte voorleggen. Hierop staat dat je je voornaam en/of geslachtsregistratie wijzigde. Je kan dit document aanvragen bij de ambtenaar van de burgerlijke stand.

Hieronder krijg je een overzicht van de voornaamste juridische en administratieve gevolgen van de aanpassing van je voornaam en/of geslachtsregistratie:

2. Identiteitsdocumenten

- **Identiteitskaart**

Na de aanpassing van je voornaam en/of geslachtsregistratie krijg je een nieuw rijksregisternummer en een nieuwe identiteitskaart. Normaal gezien gebeurt deze aanvraag automatisch bij de aanpassing van je voornaam en/of geslachtsregistratie. De prijs van een identiteitskaart schommelt tussen de 15 euro en 25 euro¹², afhankelijk van je gemeente. De afgiftetermijn bedraagt minstens twee weken. Een spoedprocedure is mogelijk tegen een meerprijs.

Je oude identiteitskaart blijft geldig tot je jouw nieuwe kaart ontvangt.

Opgelet: indien je zowel je voornaam als je geslachtsregistratie aanpast, maar de wijziging gebeurt niet op hetzelfde moment (bv. door een verschil in duurtijd van de procedure), dan zal je twee keer van identiteitskaart moeten veranderen en dus ook twee keer moeten betalen.

- **Afschrift of uittreksel van je geboorteakte?**

In bepaalde gevallen kan je gevraagd worden om een uittreksel of een afschrift van je geboorteakte af te geven (bv. bij huwelijk, aanwerving door je werkgever, adoptie, enz.).

Afschrift

Een afschrift van je geboorteakte is een volledige weergave van je originele geboorteakte, met de vermelding van de wijzigingen. Wees je ervan bewust dat een afschrift de aanpassing van je geslachtsregistratie en/of je voornaam weergeeft.

Een afschrift kan enkel gevraagd worden door de betrokkene zelf, de wettelijke vertegenwoordiger, de erfgenamen, hun notaris en hun advocaat. Openbare overheden kunnen een eensluidend afschrift krijgen, als ze kunnen aantonen dat dit noodzakelijk is om redenen die verband houden met de staat van de persoon.

Uittreksel

¹² De prijzen vermeld in deze brochure gelden op 1 januari 2018, maar kunnen veranderen. Raadpleeg de betrokken diensten voor de correcte prijs.

Een uittreksel (zonder historiek) is een korte samenvatting van de akte waarin enkel de essentiële en meest actuele elementen zijn overgenomen. Op een uittreksel zal enkel je nieuwe voornaam en nieuwe geslachtsregistratie staan. Je kan niet zien dat je je gegevens ooit wijzigde.

Soms wordt er een uittreksel met historiek (de wijzigingen) afgeleverd. Om je privacy te beschermen, mag zo'n uittreksel nooit de aanpassing van je geslachtsregistratie bevatten.

Vraag steeds na welk van deze twee documenten echt noodzakelijk is voor die specifieke situatie. Soms volstaat een uittreksel.

- **Reispaspoort**

Ga je op reis naar een land waar een Belgische identiteitskaart niet voldoende is? Vergeet niet om een nieuw reispaspoort aan te vragen na de aanpassing van je voornaam en/of geslachtsregistratie. Je volgt hiervoor de normale aanvraagprocedure bij je gemeente. Een nieuw reispaspoort kost rond de 80 euro, afhankelijk van de gemeente. Hou er rekening mee dat de standaard afgiftetermijn van reispaspoorten rond de tien werkdagen ligt en afhangt van gemeente tot gemeente. Een spoedprocedure is mogelijk tegen een meerprijs.

Belgen die in het buitenland wonen, moeten zich voor een nieuw reispaspoort richten tot de burgerlijke stand van hun geboorteplaats of van de Stad Brussel (indien zij niet in België zijn geboren).

Opgelet: indien je zowel je voornaam als je geslachtsregistratie aanpast, maar de wijziging gebeurt niet op hetzelfde moment (bv. door een verschil in duurtijd van de procedure), dan zal je twee keer van reispaspoort moeten veranderen en dus ook twee keer moeten betalen.

3. Familiebanden en erfenissen

- **Huwelijksakte**

Je huwelijksakte blijft geldig na de aanpassing van je voornaam en/of geslachtsregistratie. Je nieuwe voornaam zal automatisch in de kantlijn van de akte worden vermeld.

Net als bij andere akten van de burgerlijke stand (bv. geboorteakte) kan je van je huwelijksakte zowel een afschrift als een uittreksel vragen. Op een uittreksel is de eventuele aanpassing van je voornaam en/of je geslachtsregistratie niet zichtbaar.

Een eensluidend afschrift, waarop de wijziging wel wordt vermeld, kan enkel gevraagd worden door de betrokkene zelf, de wettelijke vertegenwoordiger, de erfgenamen, hun notaris en hun advocaat. Openbare overheden kunnen dergelijk afschrift krijgen, als ze kunnen aantonen dat dit noodzakelijk is om redenen die verband houden met de staat van de persoon.

Vraag steeds na welk van deze twee documenten echt noodzakelijk is voor die specifieke situatie. Soms volstaat een uittreksel.

- **Verklaring van wettelijk samenwonen**

Je verklaring van wettelijk samenwonen blijft geldig na de aanpassing van je voornaam en/of geslachtsregistratie. Dit document wordt niet aangepast na de wijziging van je voornaam en/of geslachtsregistratie. Het bewijs van de wettelijke samenwoning krijg je door een uittreksel van het bevolkingsregister. Op dit uittreksel zullen je voornaam en/of geslachtsregistratie wel aangepast zijn.

- **Huwelijksboekje van je ouders**

Je voornaam staat vermeld in het huwelijksboekje van je ouders. Indien je ouders dit wensen, kunnen zij bij de burgerlijke stand (dienst huwelijken) je voornaam in het huwelijksboekje laten veranderen.

- **Afstamming**

Met 'afstamming' wordt hier de juridische band tussen een kind en zijn/haar ouders bedoeld. Deze juridische band is belangrijk omdat het bepaalt welke rechten en plichten je hebt ten opzichte van een kind.

Kinderen geboren voor de aanpassing van je voornaam en/of geslachtsregistratie

De aanpassing van je geslachtsregistratie verandert niets aan je juridische band met je eigen kinderen die geboren werden voor deze aanpassing. Je behoudt al je rechten, bevoegdheden en verplichtingen ten aanzien van hen. Was je de juridische moeder van de kinderen, dan blijf je ook na de aanpassing hun juridische moeder. Ook al is je geslachtsregistratie nu mannelijk. Was je de juridische vader van de kinderen, dan blijf je de juridische vader. Ook al is je geslachtsregistratie nu vrouwelijk. Je moet hiervoor niets doen.

Ook je voornaamsverandering verandert niets aan de juridische band met je kinderen geboren vóór de voornaamsverandering.

Je nieuwe voornaam en/of geslachtsregistratie zal automatisch in de kantlijn van de geboorteakte van je kinderen worden geregistreerd.

Kinderen geboren na de aanpassing van je voornaam en/of geslachtsregistratie

De juridische band met je kinderen geboren na de aanpassing van je voornaam en/of geslachtsregistratie wordt soms bepaald door je nieuwe en soms door je oude geslachtsregistratie. Hieronder volgt een overzicht van de meest voorkomende situaties:

Je geslachtsregistratie is aangepast van vrouwelijk naar mannelijk:

- Je bevalt van een kind: je wordt beschouwd als de juridische moeder van dit kind.
- Je partner bevalt van een kind: je wordt beschouwd als de juridische vader van het kind.

Je geslachtsregistratie is aangepast van mannelijk naar vrouwelijk:

- Je verwekt zelf een kind (met je eigen sperma of via medisch begeleide voortplanting): je wordt als juridische meemoeder van het kind opgenomen in de geboorteakte.
- Je bevalt van een kind (indien baarmoedertransplantatie in de toekomst mogelijk zou worden): je bent de juridische moeder van dit kind.
- Je partner bevalt van een kind: je wordt beschouwd als de juridische meemoeder van dit kind.

Schema: de juridische relatie tot je kinderen, geboren na de aanpassing van je geslachtsregistratie.

| | | Je bevalt van een kind (evt. na baarmoedertransplantatie) | Je verwekt zelf een kind (met eigen sperma of via medisch begeleide voortplanting) | Je partner bevalt van een kind |
|--------------------------------------|-------------------------------|--|---|--------------------------------|
| Je paste je geslachtsregistratie aan | van vrouwelijk naar mannelijk | <i>moeder</i> | <i>vader</i> | <i>vader</i> |
| | van mannelijk naar vrouwelijk | <i>moeder</i> ¹³ | <i>meemoeder</i> | <i>meemoeder</i> |

Het gaat hier uiteraard enkel over je juridische relatie tot je kind.

- **Erfenissen**

Na de aanpassing van je voornaam en/of geslachtsregistratie blijf je jouw bestaande rechten als erfgenaam bewaren. Dit is ook het geval als je in het testament van iemand anders met je oude gegevens staat vermeld.

4. Sociale zekerheid

- **Ziekenfonds**

Je nieuwe voornaam en/of geslachtsregistratie zullen automatisch worden aangepast in de databank van je ziekenfonds.

Vraag nieuwe kleefbriefjes aan zodra de aanpassing is geregistreerd.

- **RIZIV**

Tot nu toe werden sommige medische ingrepen enkel terugbetaald aan personen van een bepaald geslacht (bijvoorbeeld: het verwijderen van de baarmoeder). Dit was problematisch voor personen waarvan de lichamelijke kenmerken niet overeen kwamen met de geslachtsregistratie op de identiteitskaart.

Het RIZIV is op dit moment de ganse nomenclatuur aan het nakijken om ze genderneutraal te maken en dergelijke problemen in de toekomst te voorkomen.

- **Sociale uitkeringen (werkloosheidsuitkering, uitkeringen sociale zekerheid, kinderbijslag, pensioen, enz.)**

Na de aanpassing van je voornaam en geslachtsregistratie blijf je al je verworven rechten behouden. Let wel: bij ouders die na de aanpassing van de geslachtsregistratie tot hetzelfde juridische geslacht

¹³ Indien baarmoedertransplantatie in de toekomst mogelijk zou worden.

gaan behoren, komt de kinderbijslag bij de oudste partner toe. Dit is niet meer per definitie bij de 'juridische moeder'.

5. Mobiliteit

- **Rijbewijs**

Na de aanpassing van je voornaam moet je zelf een nieuw rijbewijs aanvragen bij je gemeente. Je kan het nieuwe rijbewijs gemiddeld na 3 tot 5 werkdagen afhalen. De kostprijs van een (Europees) rijbewijs is 25 euro. Voor een internationaal rijbewijs is de prijs afhankelijk van de gemeente waarin je woont.

- **Inschrijvingsbewijs voertuig**

Was je voor de aanpassing van je geslachtsregistratie in het bezit van een motorvoertuig (wagen, motorfiets, enz.)? Dan mag je jouw nummerplaat behouden, maar moet je wel een nieuw inschrijvingsbewijs (of kentekenbewijs) aanvragen. Je dient een aanvraag in bij de Dienst voor Inschrijvingen van Voertuigen (DIV), op basis van je nieuwe persoonsgegevens.

Opgelet: je moet deze nieuwe inschrijving aanvragen binnen de 15 dagen na de registratie van de aanpassing van je geslacht in het bevolkingsregister. Doe je dit niet, dan kan je inschrijving geschrapt worden. Een nieuw inschrijvingsbewijs kost 26 euro.

- **Abonnement openbaar vervoer**

Bij controle moeten de gegevens op je abonnement voor het openbaar vervoer (De Lijn, MIVB, TEC, NMBS) overeenkomen met die op je identiteitskaart. Laat je gegevens dus aanpassen op je abonnement. De prijs voor de aanpassing van je abonnement en/of moederkaart is afhankelijk van de vervoersmaatschappij. Contacteer je vervoersmaatschappij voor meer informatie.

6. Woning

- **Eigendom of huurwoning**

Indien je een eigen woning hebt, blijf je ook na de aanpassing van je voornaam en/of geslachtsregistratie eigenaar van je eigendom.

Huur je een woning, dan blijf je na de wijziging van je voornaam en/of geslachtsregistratie de rechtmatige huurder. Je hoeft je contract niet aan te passen.

- **Nutsbedrijven (elektriciteit, water, gas, internet, telefoon, enz.)**

Indien je een bestaand contract hebt, blijft dat contract ook na je aanpassing van voornaam en/of geslachtsregistratie onveranderd. Je bent niet verplicht je persoonsgegevens te wijzigen, maar je kan het doen om briefwisseling te krijgen die is aangepast aan je nieuwe voornaam en/of geslachtsregistratie. Je persoonsgegevens moeten worden aangepast zonder wijziging van de voorwaarden of de afsluiting van een nieuw contract.

7. Studiebewijzen

Bv. diploma's, certificaten, creditbewijzen, getuigschriften, enz.

- **Vlaamse studiebewijzen**

Indien je een procedure voor de wijziging van je voornaam hebt gevolgd, kan je daarna studiebewijzen aanvragen met je nieuwe voornaam. Dit geldt voor het basis-, het secundair, het hoger en het volwassenenonderwijs. Je vraagt dit aangepaste studiebewijs aan bij je toenmalige onderwijsinstelling of bij het Vlaams Ministerie van Onderwijs en Vorming. Het verkrijgen van een aangepast studiebewijs is kosteloos en gebeurt op basis van je oude studiebewijs en een attest van naamsverandering. Voor meer informatie contacteer je het Vlaams Ministerie van Onderwijs en Vorming (<http://onderwijs.vlaanderen.be>).

- **Studiebewijzen van de Franse Gemeenschap**

Indien je een procedure voor de wijziging van je voornaam hebt gevolgd, kan je een attest dat dienst doet als diploma aanvragen met vermelding van je nieuwe naam. Dit is mogelijk voor elk onderwijstype (lager, secundair en hoger onderwijs en sociale promotie). Je vraagt dit aangepaste studiebewijs aan bij je toenmalige onderwijsinstelling of bij het Ministerie van de Franse Gemeenschap. Het verkrijgen van een aangepast studiebewijs gebeurt op basis van een attest van naamsverandering. Voor meer informatie contacteer je het Ministerie voor Onderwijs van de Franse Gemeenschap (<http://www.enseignement.be>).

- **Studiebewijzen van de Duitstalige Gemeenschap**

Indien je een procedure voor de wijziging van je voornaam hebt gevolgd, kan je een attest dat dienst doet als diploma aanvragen met vermelding van je nieuwe naam. Dit is mogelijk voor elk onderwijstype (lager, secundair en hoger onderwijs en sociale promotie). Je vraagt dit aangepaste studiebewijs aan bij je toenmalige onderwijsinstelling of bij het Ministerie van de Duitstalige Gemeenschap. Het verkrijgen van een aangepast studiebewijs is gratis en gebeurt op basis van je oude studiebewijs en een attest van naamsverandering. Voor meer informatie contacteer je het Ministerie voor Onderwijs van de Duitstalige Gemeenschap (<http://www.ostbelgienbildung.be>).

8. Tewerkstelling

- **Arbeidscontract**

Na de aanpassing van je voornaam en/of geslachtsregistratie blijft je arbeidscontract onder dezelfde voorwaarden gelden. Meld de aanpassing van je persoonsgegevens aan je werkgever en je personeelsdienst. Als je bent aangesloten bij een vakbond, meld je dit ook daar.

- **Zelfstandigen**

Kijk na welke documenten op je oude voornaam en rijksregisternummer staan. Wijzig je persoonsgegevens op al je vergunningen en registraties, bij de Kruispuntbank Ondernemingen en bij je sociaal verzekeringsfonds. Vergeet ook de bankrekening verbonden aan je beroepsactiviteit niet. Indien je geregistreerd bent bij of een erkenning hebt via je orde of beroepsinstituut moet je ook daar je gegevens laten aanpassen.

- **Functie geregistreerd in het Staatsblad (lid van raad van bestuur, vennoot, partner, statutair ambtenaar, enz.)**

Heb je een functie waarbij je naam in het Staatsblad werd gepubliceerd (bv. partner of vennoot binnen een bedrijf, lid van een raad van bestuur, statutair ambtenaar, enz.)? Je functie blijft ook na de aanpassing van je voornaam en/of geslachtsregistratie rechtsgeldig. Je persoonsgegevens moeten wel worden aangepast in de statuten.

9. Bank en verzekeringen

- **Banken**

Bankrekeningen, leningen, beleggingen en andere financiële producten aangeboden door je bank blijven ook na je aanpassing van voornaam en/of geslachtsregistratie onder dezelfde voorwaarden bestaan.

Laat wel je nieuwe identiteitskaart bij de bank inlezen zodat je persoonsgegevens worden aangepast.

- **Verzekeringen**

Indien je een bestaand contract hebt met bepaalde voorwaarden, dan blijven die voorwaarden ook na je aanpassing van voornaam en/of geslachtsregistratie onveranderd. Je persoonsgegevens moeten worden aangepast zonder een nieuw contract of andere voorwaarden af te moeten sluiten.

10. Bestaande veroordelingen

Alle bestaande veroordelingen, strafvorderingen en boetes blijven ook na een aanpassing van je voornaam en/of geslachtsregistratie verbonden aan je persoon.

C. VRAGEN OVER ANDERE ASPECTEN?

De aanpassing van je geslachtsregistratie kan, naast juridische en administratieve wijzigingen, ook implicaties hebben voor andere aspecten van je leven. Verschillende gespecialiseerde organisaties bieden informatie en ondersteuning aan. Raadpleeg de website van het Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen voor hun contactgegevens: <http://igvm-iefh.belgium.be/nl/activiteiten/transgender/wetgeving>.

D. INFORMATIEVRAGEN OF KLACHTEN?

Heb je de indruk ongelijk behandeld te zijn geweest omwille van je genderidentiteit, genderexpressie of geslachtsaanpassing? Denk je het slachtoffer te zijn van genderdiscriminatie?

>>> **Contacteer het Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen via:**

- het meldingsformulier op <http://igvm-iefh.belgium.be>
- gelijkheid.manvrouw@igvm.belgie.be
- het gratis nummer 0800 12 800 (kies optie 1 in het menu)
- een brief naar: Ernest Blerotstraat 1, 1070 Brussel

Dossiers worden **gratis**, in alle **vertrouwelijkheid** en steeds **met het akkoord van de melder** behandeld.

Gezien om gevoegd te worden bij ons besluit van 17 december 2017 tot vaststelling van de informatiebrochure bedoeld in artikel 62bis, §3, laatste lid van het Burgerlijk Wetboek.

FILIP

Van Koningswege:

De Minister van Justitie

K. GEENS

De Staatssecretaris voor Gelijke Kansen

Z. DEMIR